

le week-end sportif

Fanning quitte la gérance

Les Expos l'ont emporté 6-1 contre les Pirates de Pittsburgh mais ils ont perdu leur gérant, Jim Fanning, qui quitte la gérance. Entretemps, les Braves d'Atlanta ont terminé au premier rang dans l'Ouest, obtenant le privilège d'affronter les Cards de St. Louis en finale de la Ligue nationale. **Page 10**



Le Canada prend du retard

Le Canada tire de l'arrière aux Jeux du Commonwealth; n'ayant remporté qu'une seule médaille d'or en natation, hier, celle de Cameron Henning, au 200 mètres dos. Pour compenser les déboires à la piscine, l'équipe canadienne a récolté de l'or au tir. **Page 11**



Borg s'incline au Forum

Le Suédois Bjorn Borg n'a pas réussi sa rentrée à Montréal, s'inclinant en finale du Challenge Molson Légère devant l'Américain Jimmy Connors, au Forum. Connors, trop fort, l'a emporté en deux sets, 6-4 et 6-3. **Page 11**



L'OTAN tiendra mieux compte de ses relations économiques avec le bloc de l'Est



La réunion des 16 ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN s'est terminée hier à Val David, au nord de Montréal. Le ministre canadien des Affaires étrangères, M. Allan MacEachen, à gauche, s'y est entretenu notamment avec son homologue grec, M. Yiannis Charalambopoulos, Mme Colette Flesch, du Luxembourg, et MM. Sven Stary, de la Norvège, et Emilio Colombo, de l'Italie. (Photolaser CP)

par Michel Vastel

VAL DAVID — Le Conseil de l'Atlantique Nord a décidé de se préoccuper davantage de la dimension économique de ses relations avec le bloc soviétique. Laisant leurs généraux au quartier général de l'OTAN à Bruxelles, les 16 ministres des Affaires étrangères ont, selon leur hôte, M. Allan MacEachen, procédé à une longue et profonde réévaluation de leurs relations avec le bloc soviétique. L'ensemble des ministres semble avoir reconnu que l'Ouest ne peut bâtir une «politique globale et complète de ses relations avec l'Est» sans tenir compte de leur dimension économique.

Ils ont d'ailleurs décidé de lancer un certain nombre d'études dont au moins deux porteront sur les crédits consentis à l'Union soviétique et à ses alliés du Pacte de Varsovie, et une autre sur les échanges d'énergie entre les deux blocs d'Europe. Les deux études toucheront évidemment à tout le contenu du gazoduc eurasiatique et l'ensemble des participants a décidé d'escamoter, à la demande expresse du Département d'Etat américain.

«Ceux qui pensent que les États-Unis et l'Europe ne peuvent s'entendre, ceux qui pensent que l'Alliance atlantique est en mauvaise posture, se mettent le doigt dans l'oeil», a affirmé M. Allan MacEachen, le seul ministre à avoir fait, au nom de tous ses collègues, quelques confidences à la presse.

La réunion de Val David ne fait que préciser quelque peu les conclusions de la réunion de juin à Bonn où les chefs d'Etat et de gouvernement cette fois avaient «noté que les relations économiques avec les pays du Pacte de Varsovie peuvent jouer un rôle important dans le développement de rapports stables entre l'Est et l'Ouest», et avaient décidé d'adopter,

dans ces relations, «une approche prudente et diversifiée compatible avec nos intérêts politiques et de sécurité».

Déjà, en juin dernier, les chefs d'Etat avaient décidé de «conduire leurs relations financières avec les pays du Pacte de Varsovie de manière économiquement saine, avec la prudence que requièrent les relations commerciales dans l'octroi de crédits à l'exportation». De même en juin, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Alliance convenaient «d'échanger des informations sur tous les aspects de leurs relations économiques, commerciales et financières avec les pays du Pacte de Varsovie». Hier, leurs ministres ont

concrétisé cette volonté en lançant des études dont un certain nombre seront menées par les ministères des Finances des membres de l'Alliance.

Mais le gros du travail a déjà été réalisé par le gouvernement américain dans le cadre de la préparation du Sommet de Versailles.

La délégation américaine avait alors préparé un document sur «les relations économiques entre l'Est et l'Ouest». Ce document, qui n'a jamais été rendu public, inspire la politique américaine depuis ce temps et a mené à la confrontation directe de l'été dernier entre les

Voir page 14: L'OTAN

Il y a 25 ans que l'Homme explore le cosmos

PARIS (AFP) — Il y a 25 ans, le premier satellite artificiel de la terre, Spoutnik-1, lancé par les soviétiques, le 4 octobre 1957, marquait le début de l'ère spatiale. Un quart de siècle d'exploration du cosmos par les fusées, les satellites, les sondes inter-planétaires ainsi que par les vaisseaux cosmiques et stations orbitales habitées, a bouleversé les connaissances scientifiques sur l'environnement terrestre, l'espace interplanétaire, les planètes et l'univers tout entier.

L'espace est beaucoup moins vide qu'on ne le pensait. La Terre est entourée de ceintures de radiations qui arrêtent ou canalisent vers les pôles une partie des radiations cosmiques. Des radiations de toutes sortes (X, Gamma, UV (ultraviolettes)) sillonnent cet espace dans lequel on a découvert plus d'une centaine de molécules organiques.

La Lune a été foulée par les sondes et l'homme, Mars et Vénus et les deux planètes géantes du système solaire, Saturne et Jupiter, ont été étudiées de près par des sondes automatiques.

L'utilisation de l'espace proche de la Terre, de la «banlieue terrestre» à l'aide de nombreux et variés satellites d'application (télécom, géodésie, météo, observation, etc.) se traduit déjà par des retombées économiques importantes, illustrées par le développement et la concurrence des systèmes de communication, l'amélioration des

prévisions météo, les aides à la navigation.

L'espace sert de plus en plus aux militaires. La preuve en est que la moitié et davantage, jusqu'aux deux-tiers parfois, des satellites lancés par les deux super-puissances (États-Unis et URSS), l'est à des fins militaires (reconnaissance, liaisons plus sûres, navigation des sous-marins nucléaires, mesures exactes des distances entre continents ou groupes de pays).

Il a été calculé que les États-Unis ont dépensé, environ en 25 ans, quelque 135 milliards de dollars pour l'espace. L'effort soviétique, toutes proportions gardées par rapport au PNB, est semblable. Si on ajoute les dépenses des 5 autres puissances spatiales qui ont lancé leurs propres satellites: France (21), Japon (13), Chine (12), Inde (2), Grande-Bretagne (1) et développé des lanceurs, c'est à un total approchant des 1,730 milliards de dollars que l'on aboutit, investis, dans le monde, dans la recherche et l'exploration spatiales tant scientifique, économique que militaire.

Au plus fort du programme Apollo américain (homme sur la lune), 600.000 personnes travaillaient aux États-Unis pour l'espace.

La France, à elle seule, dépensera plus de \$400 millions en 1982 pour ses activités spatiales.

Plus de 2.300 satellites et sondes de

Voir page 14: Le cosmos

Sept soldats israéliens sont tués dans une embuscade près de Beyrouth

(D'après AP, AFP et Reuter) — Sept soldats israéliens ont été tués et quinze autres blessés hier dans une attaque par un commando non identifié dans les montagnes à l'est de Beyrouth, a rapporté hier soir la télévision libanaise (officielle), citant des sources israéliennes.

Selon la télévision, un autobus et un char israélien ont été attaqués à la roquette, hier en début d'après-midi. Des témoins ont précisé que la route Damas-Beyrouth avait été fermée à la hauteur de Sofar à la suite de cet attentat et que des soldats israéliens procédaient à une fouille systématique de la région.

D'autre part, l'armée israélienne a installé hier après-midi une position avec trois chars lourds Merkava dans l'alignement sud de la piste de l'aéroport international de Beyrouth, au nord du carrefour de Khalde.

À Tel-Aviv, l'armée israélienne a démenti les informations publiées hier par le *Sunday Times*, de Londres, selon lesquelles des généraux auraient réclamé la démission de M. Ariel Sharon, ministre de la Défense.

Selon la radio phalangiste, *La Voix du Liban*, l'armée israélienne a découvert une importante fabrique d'armes et de munitions dans la région à l'est de la ville de Saïda, au Sud-Liban.

La radio a également fait état de «recherches effectuées par l'armée israélienne dans les régions de montagne à l'est de la ville de Saïda», afin de mettre la main sur «des pièces détachées d'avions qui auraient été introduites au Liban par l'Organisation de libération de la Palestine».

L'émisssaire américain au Proche-Orient, M. Philip Habib, en visite à Da-

mas, a présenté aux autorités syriennes un plan en trois étapes de retrait simultané de toutes les forces étrangères du Liban, selon des informations non encore confirmées officiellement dans la capitale syrienne.

En premier lieu, ce plan prévoit, selon ces informations, le retrait des forces syriennes et palestiniennes de la Bekaa vers le Hermel et le Nord-Liban en même temps qu'un retrait simultané des troupes israéliennes jusqu'au Zahranî (fleuve au sud de Saïda).

Dans ce cas, la route internationale Beyrouth-Damas passerait sous le con-

tôle de la Force multinationale groupant des contingents français, américains et italiens, ainsi que de l'armée libanaise.

La deuxième phase du plan porterait, selon les mêmes sources, sur un retrait complet des forces syriennes et palestiniennes de tout le Liban en contrepartie d'un retrait israélien au sud du fleuve Litani (nord de Tyr).

Pour la troisième et dernière étape de ce plan, des négociations devront avoir lieu entre les gouvernements libanais et israélien sur le retrait des troupes israéliennes de l'ensemble du Sud-Liban, jus-

Voir page 14: Embuscade

Les autorités espagnoles déjouent un complot pré-électoral de trois colonels

Le Soudan enverra des troupes pour aider l'Irak — page 5

Tout est prêt pour éliminer Solidarité — page 5

MADRID (d'après Reuter et AFP) — Les autorités espagnoles ont indiqué hier qu'elles avaient déjoué un complot d'officiers de droite comptant s'emparer du pouvoir à la faveur d'un soulèvement, à la veille d'une victoire socialiste possible aux élections législatives du 28 octobre.

Selon des sources officielles que citent les agences nationales EFE et Europa Press, le complot a été déjoué samedi en début de matinée avec l'arrestation des trois colonels de l'armée de terre, et d'au-

tres interpellations suivront.

De même source, on indique que cette conspiration était organisée à bien plus grande échelle que le putsch manqué de février 1981 aux Cortes.

Cette fois-ci, les conjurés avaient prévu de s'emparer des principaux bureaux du gouvernement, de couper les communications et de faire appliquer les consignes de rébellion par des commandants de casernes dans l'ensemble du pays, ajoute-t-on de même source.

Les trois officiers rebelles ont été arrêtés samedi à leurs domiciles et placés en garde à vue par des généraux en uniforme, tandis que les autorités interdisaient tout contact avec les hommes incarcérés à la suite du coup manqué de 1981.

Grâce à un système d'écoutes téléphoniques et à d'autres moyens non précisés, les services de renseignement de l'armée ont établi un lien entre les trois colonels et les auteurs de la rébellion de l'an der-

nier qui purgent actuellement des peines de prison, indique-t-on de source officielle.

Le président du gouvernement, M. Leopoldo Calvo Sotelo, a tenu une réunion d'urgence samedi matin à 4 heures avec les ministres de l'Intérieur et de la Défense afin de prendre des contre-mesures, précise-t-on. Les arrestations ont eu lieu quelques heures plus tard.

Le ministère de la Défense a annoncé que des documents découverts chez les

colonels attestaient leur participation à des activités menaçant la sécurité de l'État.

Selon des sources proches du ministère citées par deux journaux madrilènes, les documents saisis annonçaient un coup d'Etat pour le 27 octobre, soit un jour avant les élections législatives.

La découverte du complot propulse la question militaire au premier plan de la campagne électorale, en particulier dans

Voir page 14: Complot

Une nouvelle vedette arrive au Canada!

Croyez-le ou non \$6,666⁰⁰ préparation et transport inclus (4 seulement)

HATCHBACK 5 PORTES Dodge COLT 1983



Automobiles FORQUES Inc.



Y'en a pas comme nous "dans l'est, chrysler... c'est nous autres"

15,949 rue Sherbrooke est, Montréal 642-7411

Les conférences «Aménager Montréal»

L'autre Montréal appartient à ses communautés culturelles

POUR M. Gerald Godin, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, et troisième des conférenciers à occuper la tribune de l'auditorium du Musée des beaux-arts, le facteur humain, la diversité des groupes ethniques qui peuplent Montréal doivent présider à l'inspiration de ce que la ville doit se donner comme aménagement. Parlant un peu au nom de ceux qu'on oublie trop volontiers ou que l'on a tendance à folkloriser involontairement dans nos perceptions, le ministre Godin a tenté de démontrer que l'apport des autres communautés culturelles est absolument vital pour Montréal.

Dans une intervention relativement courte, intitulée *L'aménagement et les communautés culturelles*

par
Jean-Claude Leblond

d Montréal, Gerald Godin constate, à l'instar d'Alain Médard la semaine dernière, à quel point les Montréalais sont étrangers les uns aux autres, à quel point tout le monde s'ignore. Il estime qu'il est possible de faire le tour du monde dans cette ville tant y sont nombreuses les communautés. Sauf que la plupart n'exercent pas sur la place publique une activité assez visible pour que l'on prenne vraiment conscience de leur existence. Il s'ensuit donc selon lui une sorte de vie souterraine, une vie cachée que vaguement peut-être l'on connaît un jour à

travers la cuisine. Mais la cuisine ne serait que la pointe de l'iceberg.

La population allophone du Québec qui représentait quelque 25% des habitants en 1971 se répartit à l'intérieur d'une quarantaine de communautés. «On compte, annonce-t-il, 43 publications en langues différentes et tous les groupes disposent de temps d'antenne dans leur langue à la radio et à la télévision.» Poursuivant sa description chiffrée de l'autre Montréal, Gerald Godin apprenait à l'auditoire que dix-sept mille enfants suivaient les leçons du samedi dans 41 langues maternelles différentes.

Ces données statistiques, loin d'indiquer des pistes à l'aménagiste, lui font prendre conscience de l'ampleur du problème qu'il affronte car, qu'on le

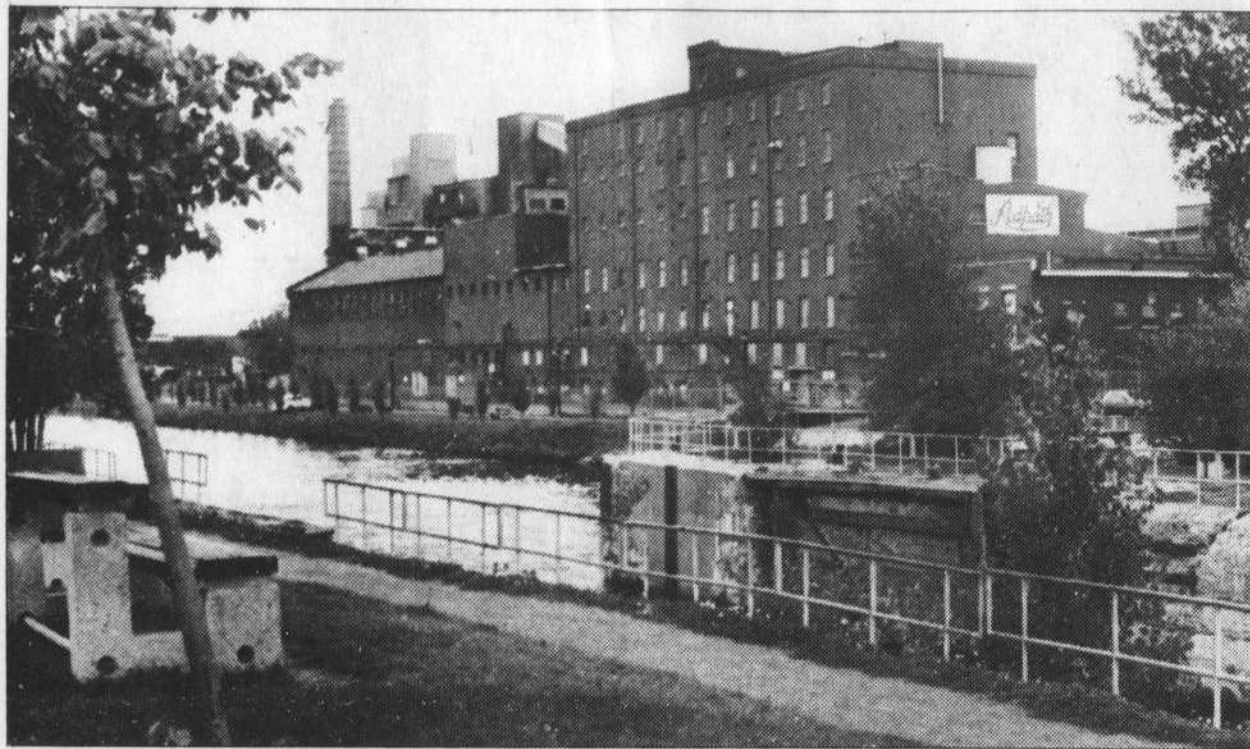
veuille ou non, ces communautés existent et apportent une contribution, majeure selon Godin, une contribution qui se fera peut-être davantage sentir à long terme. «Pour l'autre Montréalais, d'ajouter le ministre de l'Immigration, la perception qu'il a de la ville et des habitants de vieille souche, francophones et anglophones, est bien différente de celle que nous nous en faisons.» La crise que l'on entretient entre nous comme une psychose apparaît, par exemple au Vietnamien qui a vécu les guerres, comme quelque chose qui n'a pas tellement de réalité, des histoires que l'on se raconterait entre nous pour donner du piquant à notre existence.

Ce ministre, poète et Montréalais

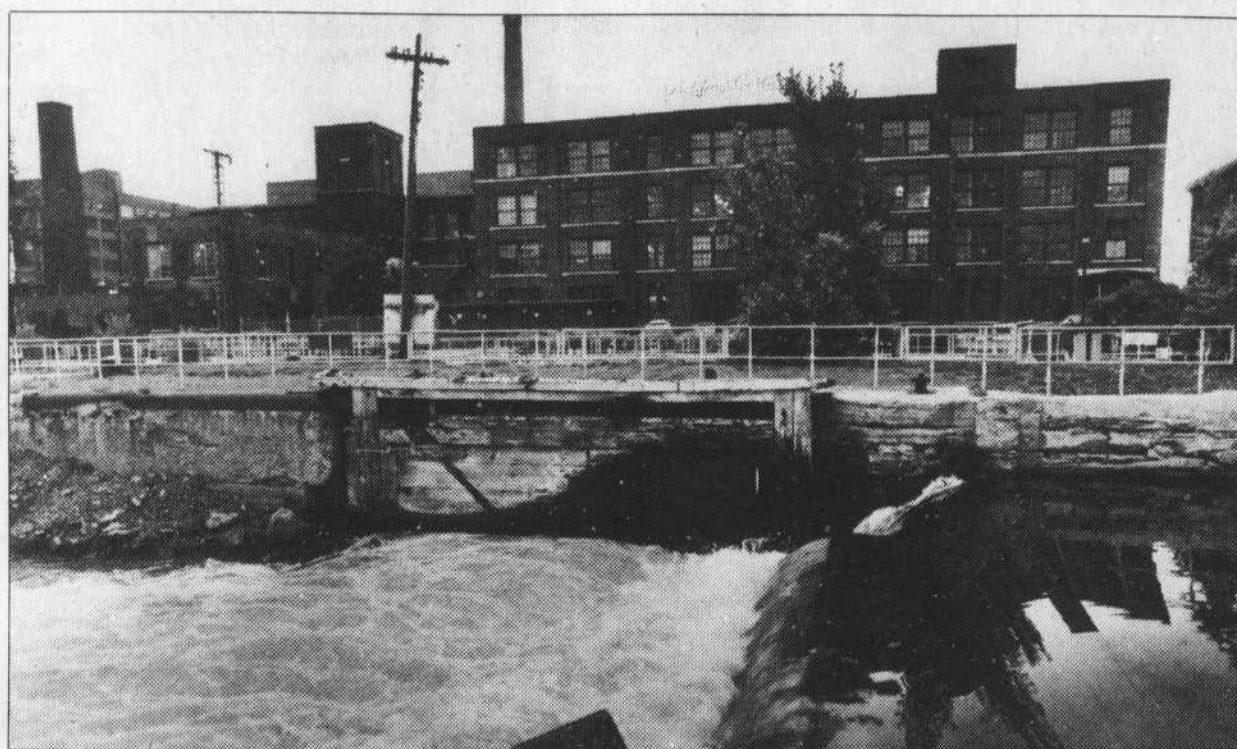
par choix, considère que si aujourd'hui nous attachons tant d'importance à la revitalisation des vieux quartiers, c'est un peu grâce au rôle incitatif qu'aura joué la communauté portugaise dans le quartier Saint-Louis. C'est en effet le premier groupe à s'être intéressé au réaménagement des vieilles maisons, des cours arrière, à la remise en état si l'on veut de ce village. Même si on devine les raisons économiques qui se cachent derrière cette reprise en main par les Portugais du quartier à une époque où tout le monde rêvait de banlieue: incapacité de vivre ailleurs, il n'en reste pas moins que leur exemple est en train de servir dans tous les autres vieux quartiers de Montréal. On pourra d'ailleurs en dire autant de la

renaissance des marchés publics qui s'inspirent de l'exemple du marché Jean-Talon soutenu en grande part par la vitalité de la communauté italienne. Et que dire de l'avenue du Parc. Mais ce ne sont là que les pointes les plus apparentes peut-être et les plus superficielles de la contribution des communautés culturelles.

S'il ne propose rien à l'aménagement physique de Montréal, Gerald Godin a le mérite ici d'attirer l'attention sur cette autre dimension de Montréal qu'on a eu tendance à oublier, qui est absolument nécessaire maintenant à la vie de cette ville et dont désormais devra tenir compte toute politique de développement et d'aménagement.



La raffinerie Redpath, que son propriétaire envisage de démolir, est la plus ancienne du pays.



L'immeuble Corticelli, une ancienne filature construite à la fin du XIXe siècle, sur le bord du canal Lachine.

(Photos Jacques Grenier)

Les monuments d'une histoire industrielle

VERS 1854, un entrepreneur en maçonnerie qui s'était fait connaître pour la construction du canal Lachine et du canal Rideau, mettait en exploitation la première raffinerie de sucre au pays.

John Redpath, né en Écosse en 1796, appartenait à une jeune génération d'hommes entrepreneurs qui réalisèrent à Montréal la révolution industrielle et donneront à la ville son titre de métropole de l'industrie et des affaires. Pendant un siècle, toute la zone du canal Lachine constituera le plus important centre industriel du pays avec près de 30.000 emplois manufacturiers.

Les navires chargés de sucre brut accostaient dans un bassin aménagé en bordure du canal et déchargeaient leur marchandise directement dans la raffinerie. Dès son ouverture, la raffinerie, qui employait une centaine de personnes,

LE PATRIMOINE

Alain Duhamel



produisait quotidiennement 30.000 livres de sucre raffiné vendues en pain de forme conique, pesant environ 14 livres.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, la raffinerie Redpath, depuis le modeste immeuble en pierre construit par l'architecte John Ostell dont les murs existent encore, se développera en un vaste complexe industriel. Aujourd'hui, tous ces bâtiments sont vides et la compagnie Redpath a commencé à les démolir.

L'ouverture de la voie maritime du Saint-Laurent avait incité la raffinerie Redpath à

déménager toutes ses installations dans le port de Toronto. Le canal Lachine n'était plus utile et allait à l'abandon. Redpath a même déménagé toute sa machinerie ancienne et ses archives pour ouvrir dans la capitale ontarienne son musée.

À quelques pas des immeubles de la Redpath, un autre immeuble, représentatif de l'époque où Montréal rayonnait dans tout le pays, est lui aussi inoccupé. L'immeuble Corticelli, une filature, l'un des plus beaux bâtiments industriels de la ville, a été construit vers 1889. L'immeuble a

cependant conservé l'essentiel de sa machinerie ancienne.

La zone du canal Lachine comprise dans les quartiers Saint-Henri et Pointe-Saint-Charles témoigne de la fonction du canal comme une infrastructure de soutien au développement industriel. Tout un réseau de petits canaux relie les immeubles au canal et fournissait une puissance hydraulique suffisante pour faire tourner les machines.

L'avenir de cette zone et de ses immeubles demeure pour l'instant indéfini.

Parcs Canada, responsable de la mise en valeur de tout le canal Lachine, identifie les immeubles Redpath et Corticelli comme des sites possibles d'une interprétation industrielle mais ne s'engage pas à réaliser pareille entreprise.

La ville de Montréal compte utiliser le voisinage du canal à des fins d'habitation. Le site de la raffinerie Redpath et de

l'immeuble Corticelli fait partie des emplacements envisagés pour un éventuel musée de la science et de la technologie. Cette hypothèse à laquelle s'intéresse un groupe de travail de la Commission d'initiative et de développement économique mettrait à profit non seulement les immeubles eux-mêmes pour ce qu'ils ont été, mais aussi toute la zone du canal sans laquelle le centre industriel n'aurait pu exister.

Des groupes communautaires du quartier Pointe-Saint-Charles ont entrepris de leur côté l'étude d'un recyclage des bâtiments en habitations coopératives.

Les problèmes à résoudre, quelle que soit l'hypothèse retenue, sont ici gigantesques. Non seulement les immeubles eux-mêmes ont-ils une taille considérable, mais leur intégration dans le milieu urbain pose quelques difficultés. La zone industrielle y est dense et

ne laisse que peu d'ouverture entre le canal et les quartiers montréalais qui le voient. Le site comprend, outre un réseau de petits canaux et de bassins, deux écluses, trois ponts, deux tunnels, trois ponts ferroviaires et quelques espaces verts et des équipements municipaux.

Un site complexe, plein histoire et de potentiel de mise en valeur.

Publications — L'automne marque la reprise des activités des sociétés d'histoire et la publication des premiers numéros de leur revue et cahier.

La Société d'histoire de la seigneurie de Chambly a publié récemment le no 8 de ses cahiers (prix \$3) dans lequel elle publie, entre autres choses, un article de Lise Saint-Jean sur le dernier coupeur de glace et un article d'Armand Auclair sur les frères Tule, derniers seigneurs de Chambly.

La Société de conservation

et d'animation du patrimoine de Trois-Rivières publie le Coteillage (prix: \$1.50). Dans son plus récent numéro, qui constitue en quelque sorte un numéro anniversaire, le Coteillage rend hommage à M. René Ribes, de l'université du Québec aux Trois-Rivières, pionnier de la recherche en archéologie et en patrimoine régional.

La Société d'histoire des Pays-d'en-Haut vient de publier le numéro 15 de ses cahiers (prix: \$3.50) dans lequel elle s'intéresse à deux personnalités de la petite histoire des Laurentides: Augustin Norbert Morin, fondateur de Sainte-Adèle et de Mont-Rolland, et Joseph-Octave Lapointe, médecin pendant plus de 50 ans à Saint-Sauveur-des-Monts.

Nominations — Le ministre des Affaires culturelles, M. Clément Richard, vient de nommer deux nouveaux commissaires à la Commission des

biens culturels.

Il s'agit de M. Jean-Lavoie, directeur du musée régional de Vaudreuil-Soulanges, membre de la Société québécoise des ethnologues, et de M. Vrej-Armen Artinian, architecte, qui remplacent Mme Alice Perreault et M. André Blouin dont les mandats viennent de se terminer.

Outre ces personnes, la Commission des biens culturels est formée de MM Marcel Junius, président, et Paul-Louis Martin, vice-président, de Mmes Anne MacLaren, Madeleine Ferron, Lise Gauvin et Louise de Cotret, et de MM Aurélien Gill, Normand Clermont et Jeannot Poulin.

La Commission des biens culturels est un organisme consultatif que le ministre des Affaires culturelles doit consulter avant d'accorder ou de modifier le statut et l'état d'un bien culturel classé ou reconnu en vertu de la Loi sur les biens culturels.

Alors que l'Évangéline cesse de paraître

La Société acadienne du Nouveau-Brunswick prépare un projet de télévision française pour toute l'Acadie

par
Rodolphe Morissette

Pendant que la communauté acadienne se mobilise

guérin
l'éditeur
qui
édite

Vivre son corps à la maternelle

par les activités rythmiques
Guide d'éveil musical
chez les 5-6 ans
Michèle T. Baril/
Hélène C. Richard/
Janine F. Poitras
ISBN-2-7601-0159-2 - 113 p.
4,95\$



pour trouver une alternative au quotidien *L'Évangéline* qui a fermé ses portes la semaine dernière, la Société acadienne du Nouveau-Brunswick (SANB) se prépare à saisir la population francophone de la province d'un projet de télévision française qui joindrait tous les foyers acadiens.

Les dirigeants de la SANB venaient tout juste de recevoir le rapport préliminaire d'une étude de projet d'un réseau de télé acadienne quand *L'Évangéline* a cessé de publier

mardi dernier. La Société avait commandé l'étude à trois groupes: la maison Courcy, des spécialistes en communications, touchant les problèmes techniques, le directeur général de la firme Télé-Acadie, M. Antonio D'A-mours, pour l'établissement d'une grille-horaire et, enfin, le Centre de recherches en administration de Moncton, au sujet de la rentabilité du projet.

Dans sa forme actuelle, le projet propose l'aménagement d'un centre de production provinciale, auquel s'ajouteraient dix mini-centres de production (essentiellement un journaliste et un caméraman dans chaque cas) répondant à chaque région de l'Acadie. La tête du réseau achèverait l'ensemble de la production dans tous les foyers francophones du Nouveau-Brunswick en partie par voie de satellite et d'antennes locales, en partie par le

câble (car toutes les régions de l'Acadie ne sont pas encore desservies par le câble).

Un consortium de dix groupes d'hommes d'affaires a déjà obtenu du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) le permis de distribuer les cinq canaux de télévision offerts par le groupe CANCOM: ils en ajouteraient un sixième, typiquement acadien.

Le secrétaire général de la SANB, M. Aurèle Thériault, qui a fait état de ce projet au DEVOIR, a indiqué que la Société préparait prochainement un rapport plus complet sur la question. Il a précisé également qu'il ne s'agit en rien d'un projet susceptible de remplacer *L'Évangéline*. «La communauté acadienne tient absolument à un journal écrit», a-t-il indiqué. Depuis en effet que les dirigeants de *L'Évangéline* ont fermé boutique, les Acadiens de tous les coins de la province auraient pris conscience de la nécessité ou de faire renaître le quotidien ou d'en fonder un autre, a dit M. Thériault.

Mercredi, une trentaine de représentants des milieux acadiens se réunissent pour examiner les hypothèses à envisager pour faire renaître un médium écrit de langue française. Bien conscient que la situation géographique, dans le sud-est (à Moncton), de *L'Évangéline* ne contribuait guère à faciliter la distribution du journal dans l'ensemble d'une Acadie fort disséminée et sur un territoire provincial plutôt mal pourvu en infrastructures de transport et de communication, M. Thériault exprime l'hypothèse que le journal soit publié plutôt à Bathurst, dans le nord-est. Il serait dès lors situé plus près des plus grosses portions de la population acadienne (on serait à deux heures d'Edmonston, alors que Moncton en est à cinq heures et demie).

On pourrait dès lors envisager d'augmenter le tirage du quotidien, qui a rarement dépassé 17.000 exemplaires au cours des dernières années, pour une population francophone de 250.000 âmes. Depuis vendredi, la situation touchant *L'Évangéline* même est restée floue. Ses dirigeants ont systématiquement refusé de faire quelque commentaire avant la conférence de presse qu'ils tiennent ce matin même.

Les dirigeants du journal ont donné l'impression, dans le communiqué qu'ils livraient jeudi soir, qu'ils pouvaient avoir soudain changé de cap. Plutôt que de parler de «fermeture définitive et sans appel» (mardi dernier), ils reconnaissent expressément la nécessité d'un journal francophone. Ils évoquent de plus «deux conditions» pour la reprise des activités et du quotidien et de l'imprimerie commerciale: l'apport de revenus additionnels, puis la garantie, de la part du Syndicat des imprimeurs acadiens qui regroupe 72 des 101 employés de

L'Imprimerie acadienne Ltée, que la direction pourra exercer réellement son droit de gérance.

Le Syndicat a exprimé de son côté son désir de rentrer au travail et d'en négocier avec l'employeur les conditions. Enfin, les deux parties ont accueilli avec empressement la proposition du premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Richard Hatfield, actuellement en campagne électorale, de nommer un médiateur émanant du milieu de la presse écrite et du Québec. M. Hatfield avait cependant un deuxième volet à sa proposition: que l'on reprenne immédiatement la pu-

blication du journal — ce à quoi la direction de l'entreprise n'a encore rien répondu.

Enfin, le nouveau secrétaire d'État du gouvernement fédéral, M. Serge Joyal, s'engageait jeudi à faire tous les efforts pour éviter la disparition définitive de *L'Évangéline*; cependant, la direction actuelle du journal, comme plusieurs dirigeants de la SANB, voit d'un mauvais oeil une aide financière d'Ottawa (ou de Fredericton, du reste). Les Acadiens, qui, au dire de M. Aurèle Thériault, ont fondé le journal, préfèrent le financer eux-mêmes, notamment pour en préserver l'indépendance.

L'INSTITUT DE LA RECHERCHE HUMAINE

RENCONTRER...

Partager votre vie
avec une personne
qui saura donner

«UN VISAGE À VOS RÊVES»



N'EST-CE PAS LA UN IDÉAL QUE CHACUN DE NOUS CHERCHE AU FOND DE SON COEUR?

847 rue CHERRIER (Métro Sherbrooke)
Montréal, Qué.
Organisme à but non lucratif
OUVERT:
Lundi au ven. de 10h à 21h.
Samedi de 10h à 15h.

524-1176

LA JOIE DANS LA CLASSE!

- *Macarons
- *Étoiles
- *Étiquettes
- *Mentions
- *Diplômes
- *Récompenses

Éditions Marie-France
3688 Fleury est
Montréal-Nord H1H 2S6
(1-514) 322-6834
Venez faire un tour!

Cours commençant le 12 octobre

ANGLAIS

3 heures par jour, 5 jours par semaine
par mois \$250.

2 heures, 2 fois par semaine, le soir,
8 semaines \$250.

Aussi des cours privés et dactylo.

Permis du ministère de l'Éducation

Centre Linguistique Européen

1235 rue Guy, tél.: 933-8252



4580 rue Saint-Denis
Montréal, Québec
Tél.: (514) 849-1112

Station Métro-Longueuil
Longueuil, Québec
Tél.: (514) 877-6525

168 est. rue Sainte-Catherine
Montréal, Québec
Tél.: (514) 861-5647

4440 rue Saint-Denis
Montréal, Québec
Tél.: (514) 843-6241

«Marie-soleil», «pièce d'antiquité», «il nous a placés sur la carte... de crédit»

Vignola s'en prend maintenant à Drapeau

par Alain Duhamel

M. Henri-Paul Vignola, le candidat du Groupe d'action municipale (GAM) à la mairie de Montréal, estime désormais qu'il livre bataille plus à M. Jean Drapeau et à son organisation électorale qu'à l'administration municipale.

«C'est une campagne contre la machine à Drapeau», a dit M. Vignola à la conclusion d'un congrès d'orientation, samedi, auquel a participé une centaine de partisans.

Changement de ton donc dans la campagne électorale municipale. Depuis sa démission de la police de la Communauté urbaine de Montréal, en août, M. Henri-Paul Vignola s'était contenté d'inviter M. Drapeau à prendre une retraite bien méritée et concentrait ses attaques sur l'administration municipale et son bilan du dernier mandat.

Apparemment exaspéré par l'importance que la presse montréalaise a accordée à la conférence de presse du chef du Parti civique de Montréal (PCM), vendredi, M. Vignola a raillé son adversaire le qualifiant de «maire-soleil», tout comme un certain roi de la vieille France. «Il a le traitement d'un homme d'Etat étranger

comme s'il venait pour la première fois dans sa ville», a dit M. Vignola en exhibant la page du quotidien *The Gazette* dans son édition de samedi.

«Il est comme une pièce d'antiquité: plus il vieillit, plus il nous coûte cher».

«Drapeau nous a placés sur la carte, oui! Sur la carte de crédit!» a déclaré le candidat du GAM qui compte bien, au cours de la campagne, puiser abondamment dans les conclusions du rapport d'enquête sur le coût des jeux olympiques de 1976.

L'enquête, dont les premières audiences publiques ont eu lieu pendant la campagne électorale de 1978, a conclu dans son rapport, publié en juin 1981, à la responsabilité prépondérante du maire de Montréal dans cette mésaventure financière. Depuis, M. Drapeau a promis une réplique, contenue dans une histoire des jeux de Montréal qui ne pourra être publiée avant le 14 novembre.

Cette manœuvre apparaît aux adversaires du maire de Montréal comme une habile diversion par laquelle il peut éviter de répondre directement et immédiatement à toute question sur les conclusions accablantes du rapport Malouf. Depuis, les questions portent plus sur

le moment de l'éventuelle publication que sur le contenu du rapport d'enquête. «Il nous faut en parler et nous parlerons plus d'une fois durant la campagne», a dit M. Vignola pour qui le dossier olympique n'a pas l'autorité d'une affaire jugée dès les élections de 1978.

«Jean Drapeau s'accroche pour sauver son parti», affirme M. Vignola, conscient que la popularité du chef du PCM est supérieure à celle de son parti. Il ne craint pas d'attaquer franchement le maire de Montréal au risque de heurter l'affection que lui portent les Montréalais. «Il faut du courage pour se débarrasser de Drapeau», a-t-il dit en lançant, à nouveau, un appel aux citoyens pour qu'ils participent à la campagne électorale sous la bannière du GAM.

Le GAM a recruté, à ce jour, une trentaine de candidats dans les districts et entreprend cette semaine une campagne de financement dans le but de recueillir environ \$300,000, \$40,000 de plus qu'il n'a dépensé en 1978 et environ \$80,000 de plus qu'il n'a récolté en contributions au cours de la dernière campagne électorale.

Le congrès d'orientation du GAM a laissé aux dirigeants du parti la tâche de réconcilier

certains des objectifs énoncés. Ainsi, le président du parti, M. Gaspard Fauteux, s'est inquiété des conséquences financières de certains des objectifs décrits au chapitre «d'une ville à dimension humaine» dans lequel il est question, entre autres choses, d'intensifier les programmes d'aide à l'habitation, d'acquiescer des espaces verts particulièrement sur les terrains des communautés religieuses, de protéger le patrimoine immobilier et de fournir aux citoyens des moyens et des ressources pour leur participation à des stratégies de développement des quartiers.

L'un des candidats du parti, M. Jean Des Trois Maisons, aurait souhaité que ces objectifs puissent être considérés comme des objectifs à long terme de manière à ne pas contredire, même en apparence, les orientations contenues dans un autre chapitre intitulé «vivre selon nos moyens».

Au chapitre consacré aux préoccupations économiques, les dirigeants du parti devront préciser une politique d'emploi privilégiant les Montréalais, politique que les congressistes ont préféré retirer du programme faute de renseignements suffisants sur la portée réelle d'une telle politique.

en bref...

■ Fermeture de l'Auberge des Gouverneurs à Alma

ALMA (PC) — L'Auberge des Gouverneurs d'Alma, située à l'intérieur du Complexe Jacques-Gagnon, a fermé ses portes samedi matin. Le président de la chaîne d'hôtels Delta, M. Yves Gratton, a indiqué que cette fermeture serait la seule faite dans le cadre du réaménagement des structures de l'entreprise. Selon M. Gratton, l'exploitation de l'hôtel d'Alma était devenue trop onéreuse du fait que l'établissement était situé à l'intérieur du Complexe Jacques-Gagnon, siège social de la Fédération des Caisses d'épargne économique du Québec. La fermeture de l'hôtel n'aurait toutefois pas été faite selon les normes, puisque munie d'un mandat du Trust Général du Canada, la firme Raymond, Chabot, Martin et Paré de Montréal, mandataire, s'est présentée à l'hôtel et en a sorti tous les biens appartenant à Delta.

■ Les syndiqués ontariens parlent de représailles

TORONTO (CP) — La Fédération des travailleurs de l'Ontario (FTO) proposera au premier ministre, M. William Davis, de remplacer son programme de restrictions salariales par des Programmes de création d'emplois pour éviter des mesures de représailles des syndicats de la province, y compris les syndicats du secteur privé. Le président de la FTO, M. Cliff Pilkey, a déjà laissé entendre qu'un comité spécial était à mettre au point les détails de cette campagne de représailles si le gouvernement faisait la sourde oreille aux suggestions syndicales. La FTO, qui regroupe quelque 800.000 membres, fera connaître sous peu ses suggestions. Si M. Davis va de l'avant avec son programme de restrictions, affirme M. Pilkey, il peu s'attendre à un vaste mouvement de protestations et à des débrayages sporadiques. Nous n'irons pas jusqu'à une grève générale, de dire M. Pilkey, mais nous n'écarterons pas la possibilité d'arrêts de travail.

■ Parrot s'élève contre les mises à pied aux postes

OTTAWA (CP) — Le président de l'Union canadienne des employés des postes, M. Jean-Claude Parrot, est d'avis que la direction des postes ne peut se permettre de mettre à exécution son projet de licenciement de personnel. Dans une entrevue à la radio au cours du week-end, M. Parrot a souligné que les employés des postes étaient protégés au chapitre de la sécurité d'emploi par leur convention collective et que la société de la Couronne qui administre les postes devra s'en tenir à ces conventions. Pour lui, cette menace fait partie de la stratégie du gouvernement qui cherche à créer un climat d'insécurité chez les syndiqués pour qu'ils réduisent leurs demandes salariales. Le gouvernement voudrait que les syndiqués cèdent les droits acquis de haute lutte au cours de précédentes négociations. Si cette menace de congédiement de quelque 1.500 employés des postes se matérialise, déclare M. Parrot, le syndicat aura recours à la procédure normale de l'arbitrage.

■ De nombreuses stations-service ferment au Québec

Depuis un an, plus de 700 stations-service ont fermé leurs portes au Québec et de nombreuses autres stations subiront le même sort au cours de la prochaine année, en raison d'une diminution importante de la consommation d'essence par les automobilistes. Ces fermetures, d'ici un an, pourraient créer quelque 3.200 nouveaux chômeurs. Dans la seule région de Montréal, on estime que la consommation d'essence a diminué de 21% cette année. Aux États-Unis, selon un bulletin du département de l'Énergie, la consommation d'énergie au cours du premier semestre de l'année a diminué de 2,1%. Cette baisse est attribuable à un recul de 5% de la consommation d'essence, de 3,1% de la consommation de gaz naturel.

■ Dernier mandat du chef du NPD-Québec

LONGUEUIL (PC) — Le président du Nouveau Parti démocratique du Québec, M. Jean-Denis Lavigne, a annoncé au cours du week-end qu'il ne solliciterait pas de troisième mandat lors du congrès de son parti au printemps prochain, à l'occasion d'une réunion à Longueuil. Le NPD-Québec espère bien que sa prochaine campagne au leadership réussira à stimuler les membres et les organisations de comté.

■ Jeanne Jugan béatifiée

CITÉ DU VATICAN (Reuter) — Le pape Jean-Paul II a ordonné hier la béatification d'une Française, Jeanne Jugan, au cours d'une cérémonie qui rassemblait des milliers de fidèles sur la place Saint-Pierre-de-Rome. Fondatrice des «Petites sœurs des pauvres», morte en 1879 à l'âge de 86 ans, Jeanne Jugan, une religieuse, a été déclarée par Jean-Paul deux «digne de sainteté».

Colloque sur la restructuration scolaire à l'Université de Montréal

Il est impérieux que les discours partisans fassent place à un véritable débat public

par Angèle Dagenais

Il est impérieux qu'un débat public véritable ait lieu sur le projet de restructuration scolaire et qu'il dépasse les discours idéologiques et partisans que s'échangent les différents groupes en présence actuellement.

Voilà la principale conclusion qui se dégage d'un échange public qui a réuni, hier à l'Université de Montréal, six panelistes et environ 375 personnes. Ce mini-

colloque était organisé par la faculté d'Éducation permanente de l'UdeM.

Les panelistes — Marie Bouchard, André Brassard, Claude Lessard et Guy Bourgeault de l'UdeM, Normand Wener de l'UQAM et Jean-Pierre Proulx du DEVOIR — animé par Pierre Chénier de l'UQAM, ont abondamment souligné que le débat partisan qui a cours actuellement entre les différents intervenants du milieu scolaire, que ce soit les commissions scolaires, les pa-

rents, les syndicats, les cadres scolaires et le ministère, n'est pas parvenu à situer la réforme dans sa vraie perspective historique et sociale et encore moins à en faire une analyse un tant soit peu sérieuse pour en dégager les principaux enjeux.

Le débat d'hier, dans un amphithéâtre bondé de l'UdeM, a montré que la société québécoise des 20 dernières années semble avoir de la suite dans les idées puisqu'un grand nombre d'éléments se

trouvant dans le Livre blanc du Dr Camille Laurin sont puisés d'études et de rapports effectués par plusieurs gouvernements depuis les années 60.

Ce qui est plus spécifique au gouvernement du Parti québécois dans cette réforme, ont souligné les panelistes, c'est qu'il vient compléter un projet de société annoncé par le PQ des son premier mandat, et centré sur la concertation régionale. La participation élargie et directe de la population, un partage différent des

pouvoirs et un rééquilibrage des ressources interrégionales, comme l'a souligné le professeur Normand Wener.

Compte tenu de cet objectif, M. Wener voit mal pourquoi les parents seraient plus avantagés au plan des pouvoirs que la «communauté» de l'école d'une façon plus globale. Il a de plus préconisé une implantation «par étapes et par foyers» des nouvelles structures, là où les gens se sentent prêts à les appliquer et un peu plus tard à d'autres endroits

moins bien préparés pour éviter d'accroître les inégalités chez ceux que les structures et les modes de participation mal compris défavorisent.

Pour Marie Bouchard coordinatrice de programme à l'Éducation permanente, des structures ne sont que «des premiers moyens» que se donne une collectivité pour prendre en main son patrimoine. «Il est certain, a-t-elle ajouté, qu'on ne changera pas l'ensemble de la réalité scolaire et technocratique par un trait de plume». La réforme soutient une nouvelle «logique sociale» où des consommateurs passifs et impuissants de services scolaires se transformeront en agents actifs et participants du système. Certains sont prêts à cette prise en charge, d'autres auront besoin de soutien, d'aide et d'information pour trouver des solutions diversifiées à des problèmes divers. Selon Mme Bouchard, la société québécoise devrait pouvoir relever ce défi si le gouvernement a le «courage politique» de mener à terme sa réforme là où deux gouvernements antérieurs se sont cassés les dents.

André Brassard, professeur en administration scolaire (UdeM) pense qu'il est encore pertinent d'analyser les enjeux véritables du débat et non de le «globaliser et de le stéréotyper». Pour lui, le partage des pouvoirs actuels entre les commissions scolaires et les écoles génère des tensions et des contraintes inutiles à l'école.

Tous les agents du milieu scolaire sont d'accord (mis à part la Fédération des commissions scolaires) pour dire que l'école devrait avoir les pouvoirs déterminants en matière de responsabilité éducative. Les commissions scolaires conserveraient par ailleurs toutes leurs fonctions actuelles (sauf pédagogiques) mais en raison de leur membres qui les composeront seront d'avantage en situation de négociation que d'arbitrage des conflits régionaux.

Des dépôts garantis à rendement élevé et à termes variés...

La Fiducie du Québec vous offre une gamme complète de dépôts garantis. Vous pouvez choisir la durée du dépôt et la fréquence de versements d'intérêts qui vous conviennent. Il s'agit d'un placement à rendement élevé dont le capital et les intérêts sont garantis de la date d'émission du certificat jusqu'à son échéance. De plus, il ne comporte aucuns frais.

13½

3 ans

Intérêts payés annuellement
Dépôt initial minimum 1 000 \$
Dépôts subséquents 500 \$

Nos conseillers se feront un plaisir de vous renseigner sur la gamme complète des dépôts garantis. À la Fiducie du Québec, on s'occupe de vous personnellement et en toute discrétion.

Les dépôts garantis de la Fiducie du Québec, c'est une bonne affaire. Garanti!



Fiducie du Québec

Taux sujets à changements.
Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec.



desjardins



Succursales

Chicoutimi (418) 549-5746
1-800-463-9657
Place du Royaume

Laval (514) 668-5223
1-800-361-3803
Place Val des Arbres

Montréal (514) 286-3225
1-800-361-6840, poste 3225
Complexe Desjardins

Québec (418) 653-6811
1-800-463-4792
Place Belle Cour
Sainte-Foy

Sherbrooke (819) 566-5667
1-800-567-6920
Place Jacques-Cartier

Royal Commission on the
Ocean Ranger Marine Disaster

Canada

Commission Royale sur le
Désastre Marin de l'*Ocean Ranger*

Newfoundland/Terre-Neuve

AVIS D'ENQUÊTE

Les audiences publiques de la Commission royale sur le désastre marin de l'"Ocean Ranger" commenceront le 25 octobre 1982, à 10 heures, au Canon Stirling Auditorium de l'église St. Mary the Virgin, située sur l'avenue Craigmillar, à Saint-Jean (Terre-Neuve et Labrador).

Le présent avis est publié en vertu des Règles de la Commission royale sur le désastre marin de l'"Ocean Ranger".

Pour obtenir un exemplaire du mandat de la Commission et des Règles de pratique visant la partie de l'enquête précisée au premier paragraphe dudit mandat, vous pouvez communiquer avec le secrétaire à l'adresse suivante:

Monsieur David M. Grenville
Secrétaire de la Commission
Commission royale sur le désastre marin
de l'"Ocean Ranger"
C.P. 2400, succursale postale "c"
Saint-Jean (Terre-Neuve)
A1C 6G3



Université de Montréal
Faculté de l'éducation
permanente

Certificat en droit

Hiver 1983

La Faculté de l'éducation permanente a conçu, avec le concours de la Faculté de droit, un Certificat général en droit spécifiquement pour les adultes et offert le soir, à temps partiel.

Ce certificat s'adresse aux personnes pour qui une formation complémentaire en droit présente un intérêt particulier soit pour mieux comprendre le fonctionnement de la société, soit pour rendre un service de meilleure qualité dans l'exercice de leurs fonctions.

Conditions d'admission:

- avoir atteint l'âge de 23 ans et posséder des connaissances appropriées au programme ou
- avoir atteint l'âge de 21 ans et remplir les deux autres conditions suivantes:
 - détenir le DEC.
 - être sur le marché du travail depuis au moins trois ans.

Dans l'un et l'autre cas, le candidat devra se soumettre à un test d'admission qui aura lieu le 8 novembre à 19:00, au Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, salle A-2285.

Date limite d'admission:

8 octobre

Renseignements:

Faculté de l'éducation permanente

3335, chemin Queen Mary

Rez-de-chaussée

Tél.: 343-6090

Kohl demande des sacrifices pour redresser l'économie en RFA

BONN (d'après Reuter et AFP) — Le nouveau chancelier ouest-allemand Helmut Kohl a demandé hier au pays de faire preuve d'esprit de sacrifice afin de permettre un redressement de l'économie.

Lors d'une interview télévisée, M. Kohl a également déclaré que son gouvernement de centre-droit s'efforcerait de resserrer les liens avec ses partenaires occidentaux, tout en respectant ses accords avec le bloc soviétique.

Le nouveau chef du gouvernement de Bonn, entré en fonction vendredi, a estimé que la RFA avait besoin d'un nouvel élan et de bonne volonté, ainsi que de l'esprit de sacrifice de la population afin de redresser l'économie et rééquilibrer le budget.

La coalition de gauche de M. Schmidt s'est effondrée à la fin du mois dernier à la suite d'une série de disputes entre son Parti social-démocrate (SPD) et le Parti libéral (FPD), au sujet du déficit budgétaire croissant.

M. Kohl a souhaité que les sacrifices soient partagés de façon aussi équitable que possible entre toutes les couches

de la population, ajoutant que son gouvernement s'est fixé comme but de stabiliser le déficit du budget fédéral à 38,5 milliards de marks (15,2 milliards de dollars).

Certains économistes ouest-allemands ont accusé M. Schmidt d'attentes décevantes de 45 milliards de marks (17,8 milliards de dollars).

Sur le plan de la politique extérieure, M. Kohl a précisé que l'orientation de son gouvernement sera «clairement basée sur une alliance occidentale».

Les conservateurs ouest-allemands ont accusé M. Schmidt d'attentes décevantes de 45 milliards de marks (17,8 milliards de dollars).

Le nouveau chancelier a déclaré qu'il désirait resserrer les liens avec les États-Unis et réaliser une meilleure intégration de l'Allemagne fédérale dans la Communauté européenne.

Il a cependant ajouté que sa coalition honorerait les traités

conclus avec le bloc soviétique et qu'il accueillerait favorablement toute discussion avec le dirigeant de l'Allemagne de l'Est, Erich Honecker, «dès qu'une occasion opportune se présenterait».

Ce dernier lui a d'ailleurs adressé hier un télégramme de félicitation à la suite de son élection.

M. Schmidt avait été le premier chancelier ouest-allemand à visiter l'Allemagne de l'Est l'année dernière, après une période de plus de dix ans, et il avait été prévu alors que M. Honecker lui rendrait sa visite.

M. Kohl n'a toutefois pas spécifié s'il avait l'intention d'inviter le dirigeant est-allemand. Cet été, les conservateurs ouest-allemands avaient vivement protesté contre le refus de Berlin-Est d'autoriser deux membres du Parti chrétien-démocrate (CDU) à visiter la RDA.

Le nouveau chancelier ouest-allemand a affirmé que bien qu'il ne considère pas qu'il y ait de chance réaliste pour l'unification des deux Allemagnes pour le moment, il demeurerait fermement con-

vaincu que l'Allemagne est une entité nationale et que cette conviction dominerait l'orientation de sa politique envers l'Allemagne de l'Est.

M. Kohl a également abordé le problème de l'hostilité croissante de la population vis-à-vis des travailleurs immigrés turcs, précisant que son gouvernement prendra des mesures humaines pour les persuader à retourner dans leur pays.

En ces temps d'austérité, a-t-il dit, le système de la sécurité sociale ouest-allemand ne peut plus faire face à la présence d'environ 4,7 millions de travailleurs étrangers, dont plus d'un million et demi sont des Turcs.

Le nouveau chancelier ouest-allemand se rendra à Paris dès aujourd'hui, juste après la prestation de serment de son gouvernement, a-t-on appris hier de source proche du Parti chrétien-démocrate.

M. Kohl sera accompagné de M. Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères, ajoute-t-on.

La visite du chancelier Kohl doit permettre, indique-t-on de même source, de réaffirmer «la continuité des relations entre les deux pays», de relancer le dialogue et de faire un bilan des relations entre les deux pays, en prévision du sommet franco-allemand des 21 et 22 octobre à Bonn. Ce sommet, avait dit M. Kohl vendredi soir à la télévision, «ne doit en aucun cas être reporté».

Cette première «prise de contact» entre le nouveau chancelier Helmut Kohl et le président François Mitterrand doit, estiment les observateurs, couper court aux ru-

meurs selon lesquelles l'arrivée des chrétiens-démocrates au pouvoir à Bonn pourrait modifier le climat des relations avec Paris, notamment dans le domaine financier.

Des divergences de vues très nettes existent, rappelle-t-on, entre chrétiens-démocrates ouest-allemands et socialistes français en ce qui concerne la mise en place d'une politique sociale européenne — idée défendue par le président français en juin 1981 à Luxembourg —, l'attitude à l'égard des États-Unis — notamment en ce qui concerne les relations avec Moscou —, ainsi que sur le Moyen-Orient où la CDU a une attitude très pro-israélienne.

A Paris, on soulignait dès vendredi dans les milieux autorisés français que le changement de gouvernement en RFA n'affecterait en rien la coopération entre les deux pays (coopération considérée par le premier ministre français Pierre Mauroy comme l'une des bases de la coopération européenne) et l'on estimait que les liens multiples noués entre Paris et Bonn depuis la signature du traité d'amitié franco-allemand en janvier 1963 permet de surmonter sans difficulté notable tout changement gouvernemental.

Pour sa part, le président Mitterrand a adressé samedi à M. Kohl un message dans lequel il déclarait notamment: «Je suis convaincu que l'approfondissement des relations franco-allemandes et le rapprochement de nos deux pays sont des objectifs profondément ancrés dans la conscience et la vie quotidienne de nos peuples».



L'ex-chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt (au centre) souhaite la bienvenue aux citoyens de Hambourg qui ont tenu à l'honneur pour son travail à la chancellerie en organisant en son honneur une parade au flambeau dans les rues de la ville, samedi soir. (Photolaser AP)

Selon Claude Cheysson

La politique étrangère française est comprise

NATIONS UNIES (NY) (AFP) — «La politique étrangère de la France est comprise, chacun connaît les sujets sur lesquels nous sommes engagés et très engagés, mais tous acceptent que nous parlions à tout le monde», a déclaré samedi après-midi à New York le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, en dressant le bilan de son séjour aux Nations unies.

Dans un entretien avec l'AFP, le chef de la diplomatie française a déclaré que cette position «correspond à la vocation de la France, pays de dimension moyenne, mais pays qui est important parce que sa voix est claire, parce que son engagement est précis et qu'il est au profit de l'indépendance de chacun, de la maîtrise de son destin par chacun».

Pour les observateurs, il est évident que la France a tenu à renouveler avec éclat un contrat tacite de confiance avec l'ONU. Cette confiance renouvelée a d'ailleurs été illustrée jeudi dernier par le discours du premier ministre français, M. Pierre Mauroy, devant l'Assemblée générale. Ce geste, aucun chef de gouvernement français ne l'avait fait depuis M. Pierre Mendès-France, en 1954.

La crise du Proche-Orient, l'incertitude des rapports Est-Ouest, l'état peu encourageant du tiers-monde, l'inconnue des évolutions en Asie sont autant de problèmes qui paraissent avoir commandé ce rapprochement.

Infatigable commis voyageur de la diplomatie française, Claude Cheysson a quitté New York samedi pour Val d'Aud (Québec), où il assiste à une réunion informelle des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN. Auparavant il s'était entretenu en une semaine avec les chefs des diplomates de 30 pays, avec l'américain George Shultz comme avec le Soviétique Andreï Gromyko, avec l'Israélien Yitzhak Shamir comme avec le Palestinien Farouk Khaddour.

Trois thèmes principaux ont dominé ces en-

tretiens: le Proche-Orient, les rapports Est-Ouest et la situation en Asie.

A l'égard du Liban, M. Cheysson a exprimé «un vrai étonnement, une grande satisfaction du sursaut actuel de l'unité libanaise».

«Il est très remarquable, a-t-il dit, que ce peuple divisé, qui a connu une guerre civile abominable, que les interventions étrangères avaient divisées encore plus gravement, choqué par l'assassinat de son président-élu, ait été capable de reprendre le processus constitutionnel et d'être à une majorité presque sans précédent un nouveau président».

Le ministre français s'est en outre déclaré «très étonné et très heureux» de cette évolution, notamment en constatant que le nouveau président, M. Amine Gemayel, avait pu immédiatement «faire une série de gestes que son prédécesseur n'avait pas faits, d'aller dans tout Beyrouth, proclamer l'unité et annoncer qu'il allait à l'extérieur pour exposer la situation du Liban».

Quant à l'avenir immédiat de la région, M. Cheysson a déclaré: «Il faut obtenir l'évacuation des forces armées, c'est urgent, c'est impératif, il n'y a pas de possibilité pour le Liban sans cela et l'on n'arrivera pas à aborder le reste des problèmes du Proche-Orient s'il n'y a pas évacuation des forces étrangères du Liban».

Le ministre a exprimé «l'angoisse» qu'il ressentait devant la difficulté du problème et les conséquences possibles d'un retard dans cette évacuation. Il a réaffirmé la condamnation par la France de l'invasion du Liban, ajoutant: «Israël est entré dans une logique dont je ne sais comment on sort. Israël du coup est bouleversé, angoissé. Ce peuple qui avait une mission sacrée se trouve tout à coup en prise à des accusations qui le remettent au niveau des autres peuples».

La politique anti-nucléaire du Labour inquiète l'OTAN

LONDRES (AFP) — La perspective de voir la Grande-Bretagne s'engager sur la voie du désarmement nucléaire unilatéral si le Parti travailliste revient au pouvoir inquiète sérieusement les milieux de l'OTAN, relève la presse britannique à l'issue du congrès du Labour, réuni la semaine dernière à Blackpool.

Les congressistes ont adopté en matière de défense, à une écrasante majorité (plus de 3 contre 1), une politique anti-nucléaire qui n'a aucun équivalent dans les programmes des Partis socialistes, sociaux-démocrates ou communistes ouest-européens.

Le parti s'engage à procéder au désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne et à supprimer toutes les bases nucléaires américaines (de bombardiers et sous-marins) se trouvant dans le pays. Des élections générales, rappelle-t-on, pourraient avoir lieu à l'automne 1983.

Pour le *Sunday Times*, l'inquiétude est réelle dans les milieux de l'OTAN, aussi bien à Washington qu'en Europe. L'hebdomadaire cite un conseiller du gouvernement Reagan, qui a notamment déclaré,

à l'issue du congrès du Labour: «Quand le 2e parti d'un pays aussi important que la Grande-Bretagne prend une telle direction, c'est sérieux».

Le leader du Labour, M. Michael Foot, militant pacifiste de longue date, n'a sans doute rien fait pour calmer ces inquiétudes en affirmant hier à la télévision: «J'envisage très certainement qu'un prochain Parlement travailliste établira une politique de défense non nucléaire en l'espace d'une législature». M. Foot n'a pas été plus explicite.

En fait, la position du Labour, relèvent les observateurs, est beaucoup plus ambiguë que ne peut le laisser supposer le texte adopté à Blackpool, et le parti est beaucoup plus divisé que ne l'indique la majorité qui s'est dégagée sur ce texte.

Fondamentalement, les dirigeants travaillistes ne sont unanimes que sur le refus d'accepter les 160 missiles de croisière américains qui doivent être entreposés en Grande-Bretagne fin 83 (conformément à la décision de l'OTAN de décembre 1979) et sur le refus du «programme Trident».

Le leader adjoint, M. Denis Healey, n'a pas caché qu'il était farouchement opposé au désarmement nucléaire de la Grande-Bretagne.

L'inquiétude grandit dans le camp de Bourg Al Barajneh

BEYROUTH (AFP) — Les réfugiés du camp palestinien de Bourg Al-Barajneh, dans la banlieue sud-est de Beyrouth, ont fait état d'arrestations et de perquisitions quotidiennes depuis le déploiement de l'armée libanaise, autour de ce camp, après les massacres de Sabra et Chatila.

Selon les témoignages recueillis auprès des habitants de ce camp de 30.000 personnes, qui avaient eux-mêmes réclamé la protection de l'armée libanaise après les massacres dans les camps voisins, l'armée et la gendarmerie ont déjà arrêté plus de 600 hommes au cours de perquisitions

diurnes et nocturnes. Ces chiffres ont également été avancés par la presse.

Les personnes arrêtées ont ensuite été conduites dans les locaux du Centre de coopération de l'armée à Badaro, dans la périphérie est de Beyrouth. Emmenés pour vérification d'identité, la plupart de ces hommes se trouvaient encore en détention samedi, certains depuis une semaine.

Aucune explication n'a pu être recueillie, même par le Comité international de la Croix-Rouge à leur sujet. Quelques dizaines seulement ont été relâchés.

Samedi matin, des mères de famille du camp, sans nouvelles de leurs fils et traumatisées par ce qui est arrivé à Sabra et Chatila, sont allées s'enquérir de leur sort auprès de l'armée libanaise. On leur a répondu que «les enquêtes étaient en cours».

Selon les parents des détenus, les arrestations ont été faites sans mandat, même si les papiers des personnes arrêtées étaient en règle. En outre des témoins ont affirmé que les militaires, entrés dans le camp après l'avoir investi, s'étaient livrés à des brutalités pour découvrir des caches d'armes, alors que la population avait spontanément procédé au ramassage des armes.

Devant les réactions de mécontentement, les soldats ont procédé à des arrestations en série, qui se sont poursuivies pendant plusieurs jours, ont ajouté les témoins.

Pour les réfugiés, il s'agit

d'une politique délibérée d'intimidation visant à évacuer la population du camp vers d'autres régions.

Plusieurs journaux libanais ont fait état ces derniers jours d'un plan visant à terroriser les réfugiés palestiniens, pour les pousser dans un premier temps vers la Bekaa et le Nord-Liban, puis hors du Liban.

Le quotidien phalangiste *Le Réveil* a appelé vendredi à «la destruction des camps», tandis que l'hebdomadaire *La Revue du Liban*, publié samedi, a affirmé que le peuple libanais attendait de la Force multinationale, notamment, qu'elle fasse «évacuer du Liban toute présence étrangère y compris les 600.000 Palestiniens civils ou armés».

De leur côté, les soldats de la Force multinationale se sont contentés jusqu'ici de leur mission de contrôle: selon les habitants de Bourg Al-Barajneh, les brutalités policières ont pris fin depuis le déploiement vendredi des Italiens dans la zone du camp.

Ces mêmes témoins ont affirmé qu'un incident avait opposé vendredi après-midi des soldats italiens à des militaires libanais qui adressaient une «punition publique» à trois jeunes gens.

Pendant ce temps, des bulldozers de la municipalité de Beyrouth ont continué de raser des habitations construites hors de l'enceinte du terrain loué à l'État libanais par l'Office des Nations unies pour les réfugiés palestiniens.

L'Égypte prolongerait d'un an l'état d'urgence

LE CAIRE (Reuter) — Le gouvernement égyptien va demander à l'Assemblée populaire (Parlement) la prorogation d'un an de l'état d'urgence proclamé l'an dernier à la suite de l'assassinat du président Anouar Sadate.

M. Fouad Moheiddin, premier ministre, a déclaré hier aux journalistes que la décision de présenter une motion en ce sens était une mesure préventive pour la sécurité interne.

Le projet pourrait être déposé avant mercredi, date à laquelle expire la loi sur l'état d'urgence promulguée pour un an par le gouvernement quelques heures après le meurtre du raïs lors d'un défilé militaire le 6 octobre.

À la suite de l'attentat, des centaines de musulmans intégristes avaient été arrêtés. La plupart d'entre eux ont été relâchés sur ordre du président Hosni Moubarak tandis que d'autres ont été inculpés.

Après avoir évoqué l'arrestation en septembre pour tentative de coup d'État d'une cinquantaine de membres d'une organisation musulmane extrémiste, le premier ministre a déclaré que la situation était actuellement moins

tendue qu'en octobre 1981.

La loi sur l'état d'urgence, contestée dès le début par les partis d'opposition, donne aux services de sécurité le droit d'arrêter des suspects et de les garder en détention sans jugement pendant six mois.

Le président Moubarak qui est également à la tête du Parti national démocratique (PND) a déclaré hier devant l'Assemblée que tous les efforts seraient faits «pour préserver la jeunesse de l'expérience néfaste de l'extrémisme».

Avec 90% des sièges occupés par le PND, l'Assemblée va très certainement approuver à une large majorité la prorogation de la loi d'urgence en dépit de l'opposition et des révélations de cas de torture dans les prisons égyptiennes.

Al-Ahali, l'organe du Parti unioniste progressiste (PUP), une petite formation de gauche, avait récemment publié des lettres attribuées à d'anciens détenus se plaignant d'avoir été torturés durant leur détention et désirant garder l'anonymat par crainte de représailles.

CARTES D'AFFAIRES

ROBIC, ROBIC & ASSOCIÉS
Fondée en 1982
Brevets d'invention
 Marques de commerce
 Dessins industriels • Droits d'auteur
1514, Docteur Penfield
Montréal H3G 1X5. Tél.: (514) 934-2272
Télex 05-268656. Cables MARION
Télécopier international Xerox 400

BELZILE, ST-JEAN SPERANO ET ASSOCIÉS
Comptables agréés
ALAIN BELZILE, C.A.
ROBERT ST-JEAN, C.A.
GILLES SPERANO, C.A.
JACQUES BRANCHAUD, C.A.
PIERRE BARBEAU, C.A.
2345 est, Bélanger
Montréal 729-5226

CURRICULUM VITAE
• Concis et efficace,
• préparation rédaction,
• Service personnel,
• Cartes de crédit acceptées.
REDAPRO ENR. 327-6636

Samson Bélair
Comptables agréés
Québec
Toronto
Vancouver
Kitchener
Gaspé
Hinton
Montréal
Calgary
Rimouski
Saint-Hyacinthe
Sept-Îles
Coaticook
Ottawa
Edmonton
Trois-Rivières
Gatineau
Matane
Amos

DAVID, BOULVA CLEVE
ARCHITECTES
1253 ave McGill College
Suite 800
MONTRÉAL - 866-8621

SPECIAL MACHINE À ÉCRIRE ÉLECTRONIQUE PORTATIVE
OLIVETTI PRAXIS 35
10-12-15 lettres au pouce.
Dispositif de correction.
Élément d'écriture (marginette) et cartouche-ruban interchangeables.
CANADA DACTYLOGRAPHIE INC
7035 av du Parc, Montréal
270-1141



Par les 170 organismes qu'il finance, Centraide se situe au cœur des grands besoins et problèmes de notre société. La Croix-Rouge, les centres de bénévolat, l'Institut National Canadien pour les Aveugles, les Grands Frères et Grandes Sœurs, ne sont que quelques exemples des organismes que finance Centraide.

Les personnes âgées isolées, les personnes handicapées, les jeunes aux prises avec des problèmes d'insertion

sociale, les familles en difficulté, ont besoin de l'aide et du soutien de la communauté tout entière. Pour poursuivre son action, Centraide doit recueillir cette année 16 000 000 \$.

Du 1^{er} au 31 octobre, votre générosité est précieuse et indispensable. Les milliers de bénévoles de Centraide font leur part: ils donnent leur temps et leur énergie pour apaiser la faim, la souffrance, la solitude chez les plus démunis.

Vous, qu'est-ce que vous allez faire?

Centraide, 493, rue Sherbrooke ouest, Montréal, Québec H3A 1B6

L'INFORMATION RADIOMUTUEL



Ecoutez nos BULLETINS MAJEURS à 6h, 7h, 8h, midi, 16h, 17h et 22h.

CJMS 1280

Le Soudan va envoyer des troupes pour aider l'Irak

BEYROUTH (Reuter) — L'appel à l'aide lancé par l'Irak au monde arabe a été entendu. Le Soudan a annoncé hier son intention d'envoyer des troupes pour lutter contre les Iraniens sur le front du Golfe où la bataille a fait rage pour la troisième journée consécutive.

L'Irak a lancé un nouvel assaut à l'aube, les combats ont duré deux heures et les assaillants ont dû se replier après de lourdes pertes, a déclaré un porte-parole militaire cité par l'agence de presse irakienne.

Le président Jaafar Nimeiri, chef de l'Etat soudanais et titulaire du portefeuille de la Défense, a présidé hier une réunion extraordinaire de son état-major pour fixer l'importance de l'aide en unités et en matériel, a précisé l'agence de presse soudanaise SUNA. Elle n'a pas indiqué la date du départ de ce corps expéditionnaire et combien d'hommes seront envoyés au front.

Depuis le début de la guerre du Golfe en septembre 1980, l'Irak réclame un soutien concret de la part des États arabes,

assurant que sa rivalité ancestrale contre l'Iran est en fait une bataille livrée au nom de tout le monde arabe.

La Jordanie a déjà levé un contingent pour aider l'Irak et des volontaires d'autres pays arabes sont venus lui prêter main-forte. De leur côté, les États du Golfe, conduits par l'Arabie saoudite, ont accordé des milliards de dollars d'aide aux Irakiens.

Mais l'information en provenance de Khartoum donne à penser que le Soudan compte envoyer en Irak des unités de son armée régulière après le nouvel appel à l'aide lancé faisant suite à l'offensive iranienne en direction de la ville de Mandali située à 110 km à l'est de Bagdad.

L'opération iranienne dans le secteur de la ville irakienne de Mandali, lancée vendredi à l'aube et présentée par Téhéran comme une action ponctuelle et non une offensive générale, était considérée hier comme un succès total par les responsables irakiens.

Plus de 150 km carrés de territoire iranien ont été «libérés», sept postes frontaliers iraniens repris et les «combattants

de l'islam» tiennent les hauteurs stratégiques dominant Mandali.

Les communiqués iraniens ne font pas explicitement état d'une pénétration iranienne en territoire irakien dans ce secteur.

Parallèlement, une série d'opérations de guérilla ont été menées samedi matin dans le secteur central du front, près des villes iraniennes de Mehran et Meymak. C'est la 4e fois ces dernières semaines que les gardiens de la révolution organisent de telles actions d'infiltration en Irak.

Selon un bilan donné par la radio iranienne, plus de 150 soldats irakiens ont été tués et des centaines blessés samedi.

Évoquant l'attaque du secteur de Mandali, l'hodjatoleslam Hachemi Rafsanjani, représentant de l'ayatollah Khomeiny au conseil supérieur de défense, déclarait samedi au quotidien *République islamique*: «Cette zone fournit un obstacle à notre avance vers Bagdad. Il était évidemment nécessaire de faire disparaître cet obstacle». «Nous n'avions pas l'intention de conquérir Mandali mais

simplement ses hauteurs stratégiques. Si un jour nous voulons aller à Bagdad, nous devons passer par là», a-t-il ajouté.

«Notre tactique est de porter à l'ennemi des coups restreints afin qu'il revienne à la raison et mette fin à la guerre», a poursuivi M. Rafsanjani.

Le commandant de l'armée de terre, le colonel Sayad Chirazi, a lui aussi mis l'accent sur l'ouverture de «la route de Bagdad» grâce au contrôle de ce secteur stratégique, dans une interview hier au même quotidien. «Le défilé d'importance stratégique appelé Meiatang est sous le contrôle des combattants de l'islam qui y installent leurs positions. Celui-ci ouvre la voie de la progression vers Mandali et Bagdad».

Toutefois, certains observateurs étrangers à Téhéran font remarquer que la région se prête mal au passage d'une armée importante en raison du relief du côté iranien et à cause de nombreux cours d'eau qui dressent autant d'obstacles naturels du côté irakien.

Enfin, l'explosion d'une bombe vendredi dans le centre de Téhéran a fait au

moins 60 morts et 700 blessés, a indiqué samedi Radio-Téhéran.

La bombe était dissimulée dans un camion garé dans un quartier animé de la capitale, alors que les rues et les cafés étaient bondés à l'occasion du jour férié musulman.

Un hôtel de cinq étages et trois bus, qui passaient au moment de l'explosion, ont été détruits, tandis que sept autres hôtels et plusieurs immeubles de l'avenue Naser-Khosrow ont été gravement endommagés.

La plupart des victimes étaient à bord des bus, dont deux à impériale. Les autres se trouvaient dans les hôtels ou attablées dans les cafés ou les restaurants de la Place de l'Imam (ancienne Place Sepah).

L'explosion a creusé un cratère de six mètres de long et de deux mètres de profondeur dans la chaussée. Selon la police, la charge avoisinait 150 kilogrammes.

La radio a attribué l'attentat à des «mercenaires américains».

Dans une allocution radiodiffusée, l'ayatollah Khomeiny a quant à lui con-

damné l'attaque, qui visait, a-t-il dit, à faire oublier la récente victoire de l'Iran sur le front iranien.

Quelques heures avant l'explosion, l'armée iranienne a lancé une offensive dans le secteur central du front et annoncé la prise de contrôle d'une route stratégique irakienne à une centaine de kilomètres de Bagdad.

L'ayatollah a annoncé l'ouverture d'une enquête, tandis que le ministre de l'Intérieur, l'hodjatoleslam Ali Akbar Nateq-Nuri, indiquait à la radio que plusieurs suspects avaient été arrêtés, dont des étrangers.

L'organisation clandestine de gauche des moudjahidines a accusé les autorités de Téhéran d'avoir perpétré l'attentat pour justifier de nouvelles répressions et détourner l'attention de l'échec de la nouvelle offensive contre l'Irak.

Les autorités cherchent des prétextes pour accroître la répression en Iran, où 20.000 personnes ont déjà été exécutées et 50.000 personnes sont emprisonnées pour motifs politiques, a déclaré à Reuter le représentant des Moudjahidines à Paris.

Olof Palme sera investi dès jeudi

STOCKHOLM (AFP) — Vainqueur des élections législatives suédoises du 19 septembre, M. Olof Palme, 55 ans, redeviendra premier ministre cette semaine après une «traversée du désert» de six ans.

Le président du Parti social-démocrate dispose désormais d'une majorité de 186 sièges sur les 349 du Riksdag (Parlement unicaméral). Ils ont 166 députés à eux seuls, soit trois de plus que les trois partis «bourgeois» renvoyés dans l'opposition, et peuvent traditionnellement compter sur l'appui des 20 eurocommunistes revenus à la Chambre, et qui n'ont pas exigé de portefeuille en contrepartie.

Assuré de l'investiture, qui aura lieu jeudi, et n'ayant pas à négocier les conditions d'une coalition, M. Palme a pu entamer ses consultations au sein de son parti et avec les syndicats et même amorcer la formation de son cabinet avant l'ouverture officielle de la nouvelle législature, dont la durée est de trois ans en Suède.

M. Palme a déjà choisi son ministre de l'Economie et des Finances.

Ce poste, de première importance dans un gouvernement dont le chef a promis de combattre le chômage et de relancer les investissements publics, a été attribué à M. Kjell-Olof Feldt. Expert économique du Parti social-démocrate, il passe pour l'homme de confiance de M. Palme qui lui avait déjà donné des responsabilités au Commerce et aux Finances dans les cabinets qu'il avait dirigés entre 1970 et 1976.

On ignore encore qui sera chargé des Affaires étrangères, département dont M. Palme, lui-même fort actif au plan international ces dernières années, entend certainement suivre les activités de près. On sait seulement que le portefeuille a été refusé par M. Ingemund Bengtsson, président du Parlement sortant, qui a toute chance de retrouver sans anciennes fonctions.

Deux noms reviennent régulièrement dans les milieux politiques: ceux de M. Anders Thun Borg, ambassadeur aux Nations unies, et de Mme Gertrud Sigurdson, qui fut autrefois ministre au Développement. On parle également de M. Pierre Schori, secrétaire international du parti.

Tout est prêt pour éliminer Solidarité

VARSOVIE (d'après AFP et Reuter) — Tout est en place pour l'élimination de Solidarité de la scène publique polonaise, constataient hier les observateurs occidentaux à Varsovie, au lendemain de l'annonce de la convocation de la Diète pour les 8 et 9 octobre.

A l'ordre du jour de cette séance figure en effet le projet de loi sur les organisations syndicales, dont l'adoption jettera dans l'illégalité Solidarité et toutes les autres organisations de travailleurs actuellement suspendues en vertu de l'état de siège, faisant de la Pologne, pour une durée indéterminée, un pays sans syndicats.

Dans l'esprit des auteurs du projet de loi, il s'agit de reconstruire de toutes pièces le mouvement syndical polonais de façon à empêcher aussi bien tout retour au syndicalisme inféodé au pouvoir d'avant les grandes grèves de l'été 1980, qu'à la contestation ouvrière d'avant le 13 décembre 1981 (date de la proclamation de l'état de siège).

De source gouvernementale, on estime que la mise en place de nouveaux syndicats au niveau des entreprises se prolongera pendant toute l'année 1983, et l'on n'envisage pas de permettre à ces organisations de travailleurs de se doter de structures nationales avant l'année 1984.

Ainsi, dans un délai de six jours, Solidarité, que le gouvernement lui-même crédite

de 75% des effectifs syndicaux, aura cessé d'exister légalement, et ses dirigeants, internés depuis près de dix mois sans qu'aucune charge n'ait pu être retenue contre eux, auront perdu tout droit de prétendre à des responsabilités syndicales.

Cette issue, dont la population ne semble prendre conscience que lentement, est considérée comme explosive par l'Eglise, qui a des raisons de penser, selon les termes mêmes du primat de Pologne, Mgr Jozef Glemp, que «le monde ouvrier protestera».

Selon une source proche de l'épiscopat, Mgr Glemp, qui a fait venir la semaine dernière à Varsovie l'épouse du président de Solidarité Lech Walesa pour lui faire part de son inquiétude, pourrait renoncer au voyage qu'il devait faire à compter du 7 octobre au Vatican, puis aux États-Unis.

Le pouvoir, de son côté, semble toujours compter sur la modération de l'Eglise qui, tout en reprenant à son compte les revendications de la population, ne peut que l'inviter à la pondération, quelles que soient les circonstances, et à s'en remettre à la Providence.

De source généralement bien informée, on croit savoir

que des tractations sont en cours entre l'épiscopat et le gouvernement au sujet de la retransmission à la télévision, dimanche prochain, de la cérémonie de la canonisation du père franciscain polonais Maksymilian Kolbe, tué à Auschwitz pendant la guerre, après s'être offert pour prendre la place d'un condamné à mort.

L'Eglise aurait toutes les raisons d'être satisfaite d'un tel accord. Le pouvoir de son côté verrait quelque avantage à ce que les Polonais restent chez eux pour regarder la télévision, au lendemain de l'adoption du projet de loi sur les syndicats, et pourrait espérer que la parole du pape contribue à calmer les esprits à la veille d'un délicat retour à l'usine le lundi matin.

D'autre part, dans une appréciation particulièrement pessimiste de la situation, le quotidien moscovite *Sovietskaya Rossiya* (Russie soviétique) jugé probable hier qu'un courant de terrorisme submerge le pays avant longtemps.

Des groupes d'opposants optent pour la violence dans le but de déstabiliser le gouvernement en place à Varsovie, et ils n'hésitent pas à recruter dans l'«abondante clandestinité polonaise», écrit le jour-

nal.

D'autres adversaires du système communiste favorisent un climat de nationalisme exacerbé, propice à la propagation du terrorisme, poursuit *Sovietskaya Rossiya* en comparant la situation actuelle à celle qui vit, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, des Polonais hostiles au communisme multiplier les attentats contre les responsables du parti et les bâtiments officiels.

Les organisateurs de ces attentats sont depuis lors passés à l'Ouest, d'où ils dirigent l'activité de leurs successeurs, affirme le journal soviétique. Il ajoute que des groupes terroristes ont déjà été découverts dans cinq villes de Pologne, et que le pays en abrite beaucoup d'autres.

«Les graines du terrorisme commencent à germer» et les mouvements clandestins forment actuellement de «futures exécuteurs» dans un esprit de sadisme et de sauvagerie, écrit le quotidien.

L'auteur de l'article accuse les puissances occidentales d'encourager une opposition violente aux autorités de Varsovie afin d'entretenir une atmosphère de tension en Pologne.

Par contraste avec celui-ci, plusieurs articles parus dernièrement dans la presse soviétique laissent entendre que les autorités polonaises

l'emportaient peu à peu sur leurs opposants et qu'un retour à la normale s'opérait dans le pays.

La sombre appréciation portée par *Sovietskaya Ros-*

siya semble refléter le sentiment d'une partie des dirigeants du Kremlin, qui craignent de voir la Pologne s'installer durablement dans une période de troubles intérieurs.

Un chef des BR arrêté à Naples

NAPLES (AFP) — Une dizaine de membres des Brigades rouges, dont le chef de la «colonne napolitaine» Vittorio Bolognesi, ont été arrêtés au cours d'une vaste opération antiterroriste, menée à Bagnoli dans les faubourgs de Naples, a-t-on annoncé hier de source policière à Naples.

«Il s'agit de la plus grosse opération antiterroriste depuis la libération du général américain James Dozier», en janvier 1982, a déclaré un fonctionnaire de la préfecture de police de Naples. La police a découvert au cours de la même opération deux bases clandestines contenant tout un arsenal, dont les armes volées lors de l'assaut l'été dernier de la caserne de Santa Maria Capua Vetere, au nord de Naples, et de l'attaque contre un convoi militaire à Caserte (qui avait fait trois morts parmi les forces de l'ordre).

Vittorio Bolognesi, 32 ans, originaire de Bagnoli, considéré comme le chef de la «colonne napolitaine» des Brigades rouges, était recherché par les services antiterroristes depuis l'époque de l'enlèvement du conseiller régional démocrate-chrétien Ciriaco De Mita, au printemps 1981, qui fit deux morts (un agent des services anti-terroristes et le chauffeur de l'homme politique).

Vittorio Bolognesi était également recherché pour les assassinats de l'assesseur régional démocrate-chrétien Raffaele Delcogliano et de son chauffeur en avril, du préfet de police adjoint de Naples Antonio Ammaturo en juillet, pour les attaques menées contre deux casernes (Santa Maria Capua Vetere et Castel Di Decima, près de Rome) et le convoi militaire de Caserte.

Crise au sein de l'armée chinoise

PEKIN (AFP) — Une offensive politique de grande envergure a été déclenchée dans l'armée chinoise dont une faction vient de contester à un moment particulièrement sensible, le régime post-maoïste pragmatique dominé par M. Deng Xiaoping.

Le nouveau responsable de l'encadrement politique de l'armée, M. Yu Quli, a, dès sa nomination, fermement invité plus de 4 millions de soldats chinois à se rallier totalement et activement aux orientations définies par le 12e congrès national du Parti communiste chinois (PCC) du mois dernier.

A la veille de ce congrès, crucial pour l'avenir du régime mis en place par M. Deng, une faction militaire conservatrice a publiquement exprimé son hostilité au régime l'accusant dans un article publié par le quotidien de l'armée, le *Jiefangjue Bao*, de «laxisme et de faiblesse sur le plan idéologique», et préconisant un retour à la tradition révolutionnaire de Mao Tsé-toung.

La semaine dernière, le quotidien de l'armée a publié une longue autocritique, se rapprochant d'avoir fait paraître un tel article et en reconnaissant l'inspiration «gauchiste».

Selon les observateurs diplomatiques, l'article d'origine était conçu vraisemblablement comme un avertissement à l'équipe de M. Deng, et a sans doute conduit celle-ci à des compromis lors du 12e congrès.

Bien que le congrès ait créé une institution nouvelle, la commission centrale des conseillers, destinée à accueillir les dirigeants trop âgés, le maréchal Ye Jianying, 85 ans, un personnage au prestige considérable au sein de l'armée, n'en fait pas partie mais reste, en revanche, membre du comité permanent du bureau politique.

Si la position de l'équipe de M. Deng s'est clairement renforcée au nouveau comité central, les observateurs diplomatiques notent qu'au bureau politique, elle ne peut vraiment compter que sur treize des vingt-cinq membres de cet organe exécutif du parti. De plus, le bureau politique compte huit militaires dans ses rangs, ce qui assure ainsi aux chefs de l'armée un poids en apparence contradictoire avec la détermination exprimée par le régime de confiner l'armée dans ses casernes.

THE SHIPPING CORPORATION OF NEW ZEALAND (CANADA) LIMITED

Avis est donné par les présentes qu'un dividende trimestriel de 0,5475\$ l'action a été déclaré sur les actions privilégiées rachetables, encaissables par anticipation, à dividende cumulé de 2,19\$, série A payable le 18 octobre 1982 aux actionnaires inscrits à la clôture des affaires le 11 octobre 1982.

Le conseil d'administration
M. J. Davidge
Secrétaire adjoint

Toronto (Ontario)
le 4 octobre 1982

Centraide

SKI

SKI

SKI

SKI

ERRATUM

En référence à notre annonce du 1er octobre Les prix mentionnés auraient dû se lire comme suit

EUROPE: Aller \$550 (voir régulier via New-York)

SKI: 13 NUITS

LES ARCS \$898 MENUISRES \$968

CHAMONIX \$998 PLAGNE \$938

TIGNES \$998

Prix par personne en occupation double

Départs le samedi

1081A, rue Saint-Denis, Montréal

288-2322

Permis du Québec

VOYABEC INC.



Aquascutum
OF LONDON
PLACE VILLE MARIE
PRENONS CARTES DE CRÉDIT PERSONNELLES

Résultats

loto-québec

6/36

Prochain

GROS LOT

100 000\$

approx

Date

01-10-82

4

12

16

19

29

31

NO complé-mentaire

35

6/6

2

116 859,50\$

5/6+

18

7 790,60\$

5/6

413

509,30\$

4/6

9,099

64,20\$

GAGNANTS

472

Ventes totales

2,538,736.00\$

Lot

105,90\$

Mini Loto

01-10-82

981147

50 000\$

81147

5 000\$

147

50\$

1147

250\$

47

5\$

Provincial

01-10-82

1784845

500 000\$

784845

50 000\$

4845

100\$

84845

1 000\$

845

25\$

45

10\$

Inter Loto

01-10-82

380960

250 000\$

80960

2 500\$

586475

0960

250\$

339994

960

50\$

259900

60

10\$

060

50\$

NUMÉROS MOBILES

26448

2 500\$

2474

250\$

060

50\$

La Quotidienne

Semaine du

Sept. 27

Numéros décomposables

L

M

M

J

V

S

1425

8768

6436

6134

2053

0146

Numéros bonis

7 777\$

Non décomposables

179871

647964

897916

973858

463881

124058

Lotto

Prochain

GROS LOT

500 000\$

approx

Date

2-10-82

4

14

18

40

43

44

NO complé-mentaire

5

6/6

1

2 226 750,80\$

5/6+

1

270 739,80\$

5/6

30

5 397,90\$

4/6

3,248

128,10\$

3/6

63,389

10,00\$

GAGNANTS

4 220 065,00\$

500 000 \$ garantis en 6/6.

Les montants inscrits en 6/6 et 5/6 plus, en l'absence de gagnants forment le cumul du gros lot en 6/6.

la course à pied...

un sport

une victoire

une fête

La course des boulevards

ST-LÉONARD

10 octobre

Les modalités d'encasement des lots paraîtront au verso des billets et des fiches de sélection.

En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Association pour lutter contre les pluies acides

par Louis-Gilles Francoeur

Le Québec compte désormais une association exclusivement vouée à la lutte contre les pluies acides, qui constitue un regroupement de forces existantes, inquiètes de l'ampleur du phénomène et de l'inertie gouvernementale à son sujet.

L'Association québécoise de lutte contre les pluies acides (AQLPA) a vu le jour au début de l'été lorsque la Society to Overcome Pollution (STOP), les Amis de la terre du Québec, le Comité de l'environnement de l'Anse Saint-Jean et le Groupe d'action pour une société écologique ont décidé de se donner la main sur cette question précise.

La Société pour vaincre la pollution (SVP) a décidé, pour sa part, de ne pas faire partie du regroupement même si elle a lorgné de ce côté pendant un certain temps. Ce groupe détient un mandat, assorti d'une subvention fédérale, pour sensibiliser les groupes environnementaux américains au problème des pluies acides et sur ses «retombées» au Québec. Le ministère de l'Environnement du Québec avait lui aussi décidé d'y aller d'une subvention, qui n'a pas encore abouti dans les coffres de SVP.

La création d'un organisme consacré exclusivement au problème des pluies acides, le plus important problème de pollution auquel le Québec fait face, a provoqué des remous dans les cercles environnementaux du Québec. Le président de SVP, M. Pierre Vincent, était d'accord avec cet objectif mais l'organisme qu'il dirigeait ne l'a pas suivi sur ce terrain. Il a donc démissionné de son poste et on le retrouvait la semaine dernière avec les porte-parole de la nouvelle AQLPA, dont il se dit prêt à défendre les objectifs.

Le nouvel organisme entend organiser des colloques et des rencontres dans les différentes régions du Québec avec la collaboration des associations de chasseurs et pêcheurs, d'agriculteurs, de forestiers et d'écologistes. On veut ainsi forcer le gouvernement québécois à se maintenir en première ligne dans ce dossier, c'est-à-dire où l'avait placé l'ex-ministre de l'Environnement, M. Marcel Léger, qui apparaissait de plus en plus comme un leader dans ce domaine à l'échelle nord-américaine.

Le nouvel organisme s'est d'ailleurs demandé «où en était» le ministère de l'Environnement, qui devait recevoir la semaine dernière de la mine Noranda son projet d'épuration de ses incinérateurs. Ces derniers rejettent l'essentiel de la charge acide générée sur le territoire québécois. En vertu du protocole agréé par le ministère et la compagnie, le plan d'épuration ou de transformation en engrais des rejets acides devait être déposé vendredi.

Contrairement aux groupes environnementaux américains, qui ont acquis leur «poids» politique et financier par une politique de recrutement à la base, le nouvel organisme québécois a misé sur une subvention de démarrage de \$20,000 du ministère de l'Environnement. On espère par ce biais pouvoir mettre en place un système de recrutement basé sur le principe de l'affiliation individuelle.

Les associations environnementales américaines comptent aujourd'hui plus de quatre millions de membres, rapidement mobilisables pour des campagnes de souscription ou pour des envois massifs de lettres de protestation.



Décès

Les avis de décès doivent nous parvenir avant 16 heures pour publication le lendemain.

FAYREAU-TREMBLAY, Madeleine à Montréal, le 2 octobre 1982 est décédée, Madame Madeleine Tremblay-Favreau, épouse du docteur Robert Favreau. Outre son époux, elle laisse dans le deuil ses enfants Suzanne, Claudette, Robert, Lucie, Louise et Pierre, ses cinq petits-enfants: Myriam, Stéphane, Joël, Marc-Henri et Claude, ainsi que son frère Me Michel Tremblay. Les funérailles auront lieu le mardi 5 octobre. Le convoi funèbre partira du Salon Alfred Dallaire Inc. No 1111 rue Laurier, O. Outremont pour se rendre à l'église St-Germain d'Outremont où le service sera célébré à 10 heures, et de là au cimetière Côte-des-Neiges lieu de la sépulture. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Que les personnes qui le désirent fassent parvenir un don à la Fondation des maladies du cœur du Québec. Heures de visite: samedi, de 19 h 30 à 21 h 30.

Guide d'animation pour «Pareille, pas pareils»



Le programme Pareille, pas pareils, projet interministériel identifié comme prioritaire par le Conseil du statut de la femme, entre maintenant dans une autre phase, celle de la production d'un guide d'animation qui a pour but de sensibiliser divers groupes aux stéréotypes sexuels dans la socialisation des jeunes enfants. La diffusion de cet outil de sensibilisation est prévue pour le début de l'année 1983.

Ce programme, échelonné sur trois ans et auquel participent les ministères des Affaires sociales, de l'Éducation et des Affaires culturelles, vise à offrir des chances égales de départ aux jeunes enfants des deux sexes, en offrant un support aux adultes qui en prennent soin à la maison ou ailleurs. Il comprend des recherches ad hoc, un concours de création de jeux, jouets, contes et chansons, des activités

d'animation, la conception et la diffusion du vidéo *Un bébé tout neuf* (disponible au Conseil du statut de la femme), d'un dépliant, d'une affiche et d'une brochure d'information. Travaillant conjointement avec la Direction générale de l'éducation des adultes du ministère de l'Éducation, le CSF entreprenait le printemps dernier une consultation auprès de 139 groupements de parents, de femmes, d'hommes et de personnes intervenant auprès de jeunes enfants dans les secteurs des garderies, de l'éducation préscolaire, de la santé et des loisirs. Cette consultation avait pour but de vérifier l'intérêt de ces intervenants face à un outil susceptible d'amener des changements réels et durables.

Tous les groupes qui y ont répondu — soit plus de la moitié — se sont dits très intéressés à la production d'un guide qui les aiderait à sensibiliser

leur clientèle aux stéréotypes sexuels dans la socialisation des jeunes enfants. De ce nombre, une trentaine de groupes ont déjà abordé la question dans le cadre de leurs activités.

C'est le cas, entre autres, de la Fédération des unions de familles qui a déjà publié «Que feront-ils?», une brochure sur l'orientation, une réalité qui se prépare dès la petite enfance, à la maison. Elle s'est aussi intéressée au sexisme dans les manuels scolaires.

Dans la plupart des Maisons de femmes, on a discuté du sexisme en éducation lors d'ateliers ou rencontres-discussions. L'AFEAS a produit un dossier, *Influence des stéréotypes*, et inscrit le sujet à sa programmation 1978-1979 tandis que le Conseil régional de Thetford-Mines de la Fédération des femmes du Québec a produit le vidéo

«Les gars, les soldats, les filles, les guenilles».

Le Regroupement des garderies sans but lucratif de Sherbrooke a utilisé ce thème lors de plusieurs rencontres et colloques alors que le Regroupement des garderies sans but lucratif du Québec a élaboré un document de discussions «Pour le développement intégral des enfants contre le sexisme».

Tous ces groupes et d'autres encore sont favorables à l'idée d'aborder ce thème sous forme d'animation pour encourager l'implication et l'intervention des participants, hommes et femmes. Des thèmes comme les jeux et jouets, les rôles hommes/femmes, les métiers, les émotions et les médias ont été suggérés. Ils proposent d'adopter une approche qui tienne compte des réalités vécues par les parents et par les enfants et qui débouche sur des moyens d'action.

Le Conseil du statut de la femme croit pour sa part que le sexisme s'apprend très jeune et se transmet de génération en génération. Pour arriver à changer vraiment les rapports hommes/femmes, il faut prendre les moyens d'éviter d'imposer des rôles sexuels distinctifs aux jeunes enfants.

«En effet, rappelle Marie Leclerc, responsable du dossier au CSF, les enfants héritent à leur naissance d'un bagage bien distinct, selon qu'ils sont garçons ou filles. Leurs parents ainsi que ceux et celles qui en prennent soin, transmettent aux enfants ce que les Américains ont appelé le «curriculum caché»; avant même d'avoir vécu son propre éventail d'expériences, chacun et chacune reçoit de son entourage des informations distinctives, dont la couleur du berceau ou du pyjama ne sont qu'un exemple banal. Tout un ensemble de gestes et d'attitudes imprègnent et modelent ainsi la vie des enfants, les stéréotypes sexuels n'étant pas innés, mais appris tout au long de la socialisation».

Les enfants ont comme modèle le monde des adultes, plus particulièrement celui des parents et ces derniers, bien souvent, ne se rendent pas compte de leurs comportements, de leurs attitudes, note Jacques Lizée de la Fédération des unions de familles. Au cours de l'an dernier, trois groupes d'une quinzaine de personnes, ont été formés pour entreprendre une réflexion sur l'influence exercée par les parents sur leurs enfants dans la transmission des rôles hommes/femmes.

«Combien de fois, dit-il, avons-nous entendu des participants s'exclamer: «Mais c'est vrai, c'est ça que je fais», prenant conscience pour la première fois de leurs gestes et attitudes».

Les objectifs du Conseil du statut de la femme et du ministère de l'Éducation en créant et en diffusant un nouvel outil, en plus de sensibiliser les parents et les autres personnes intervenant auprès des enfants d'âge préscolaire, d'apporter leur appui aux groupes d'intervention qui, en luttant contre le sexisme, visent à donner aux enfants des deux sexes les mêmes chances de développer tout leur potentiel.

Femmes battues — Le solliciteur général Robert Kaplan a transmis une communication à l'Association des chefs de police du Canada, invitant les corps policiers à porter des accusations criminelles contre ceux qui battent leurs femmes.

Depuis trop longtemps, note-t-il, les policiers et les agences sociales hésitent à intervenir dans leurs disputes familiales, croyant que le foyer d'un homme est son château et que l'unité familiale est sacro-sainte.

«À moins qu'un policier soit

témoin de l'assaut et devienne ainsi un témoin, il était de mise autrefois de réclamer de l'épouse qu'elle porte plainte», a rappelé le solliciteur général. Les femmes sont réticentes à porter de telles plaintes contre leurs maris ou même de témoigner devant un tribunal de crainte de recevoir ultérieurement une nouvelle rancune.

Une étude réalisée en Ontario par le ministère de M. Kaplan a démontré que des accusations sont portées dans seulement 2% des cas de femmes battues, même si 21% de ces femmes ont dû recevoir des soins médicaux.

L'Enjeu est là pour vous aider — L'Enjeu, centre d'emploi pour femmes, désire aviser les intéressées que ses bureaux sont maintenant situés au 850 boulevard Laurentien (2e étage), à Saint-Laurent.

Toutes les femmes qui éprouvent des difficultés dans la recherche d'un emploi sont invitées à se prévaloir de ce programme conçu à leur intention. On y apprend à faire son curriculum vitae, à se présenter en entrevue, à établir des contacts, etc. Pour obtenir plus d'information, il faut téléphoner au 331-1925, entre 8 h 30 et 16 h 30.

Le sedan Mercedes-Benz 300D Turbodiesel: un diesel super-civilisé, super-efficace, et dont les performances sont incomparables.



Automobile qui dévore les côtes, adore les parcours accidentés... rivalise avec les voitures sport, effectue des démarrages fulgurants aux feux rouges... et qui vous offre en plus de tout cela un confort et une sécurité d'esprit dignes des grandes Mercedes-Benz.

Les ingénieurs Mercedes-Benz ont réussi à tirer le maximum de puissance de l'étonnant moteur 5 cylindres 3 litres qui équipe ce sedan 300D. Même comparé aux énormes V8, ce groupe propulseur est d'une puissance et d'une efficacité surprenantes.

Le secret? La turbocompression et l'excès de puissance qui en résulte. C'est ainsi que ce spacieux sedan, 5 places, offre des performances incomparables à celles d'aucune autre voiture diesel vendue en Amérique du Nord.

La 300D Turbodiesel est aussi très certainement la plus raisonnable des voitures hautes performances que l'on retrouve sur ce continent. Car malgré sa puissance, la 300D offre un meilleur kilométrage que pratiquement n'importe quel sedan de luxe que vous puissiez acheter de nos jours — sa consommation estimée étant de 9,7 litres aux 100 kilomètres en agglomération et de 7,1 1/100 km sur route, soit 8,0 1/100 km en moyenne*. Existe-t-il une voiture d'un tel calibre qui se déplace aussi allègrement tout en consommant aussi peu?

Raffinée à l'extrême

L'étonnante technologie qui entre en jeu sur la 300D explique non seulement pourquoi cette automobile a de telles accélérations, mais aussi pourquoi elle se comporte si bien à vive allure.

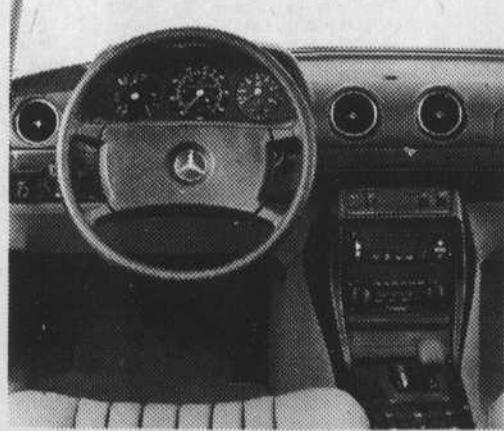
Sur routes sinueuses, sur sentiers de campagne et sur parcours accidentés, ce sedan 5 places de 1 625 kg tient la dragée haute aux voitures de sport.

Sa direction, des plus sophistiquées, est un véritable chef-d'œuvre de précision. A recirculation de billes et guidé par 24 roulements, ce système est d'une

souplesse incomparable.

La transmission automatique de la 300D diffère radicalement de celles plus ou moins «spongieuses» qui équipent bien des voitures de luxe. Le levier est au plancher et peut être actionné rapidement et avec précision dès que le besoin s'en fait sentir. Notez aussi que c'est une boîte automatique quatre rapports de type variable.

Le système de freinage est d'une très grande efficacité. Quatre freins à disque



conçus pour que le véhicule s'arrête rapidement, mais en douceur.

Pour les ingénieurs Mercedes-Benz, il importe peu que le monde sache que les disques mesurent 28 cm de diamètre, ou que la géométrie de la suspension est telle qu'en cas de freinage brutal la voiture ne plonge pas du nez. Ce qui compte, pour eux, c'est que le conducteur soit toujours parfaitement maître à bord.

L'inutile n'a pas sa place

Commande de vitesse de croisière électronique. Glaces électriques. Autoradio/lecteur de cassettes AM/FM

stéréo. Système de climatisation à deux niveaux. Tout cela pour votre confort et votre commodité.

Tout accessoire inutile, ou garniture de plus ou moins mauvais goût, a été radicalement omis. Le tableau de bord ne vous en met pas plein les yeux. Il est là pour vous renseigner et non pour vous distraire.

Les garnitures intérieures sont en bois véritable, elles ont toutes été travaillées et ajustées à la main. Rien n'a été laissé au hasard — témoins les quelque 120 dispositifs ou mesures de sécurité qui équipent ce remarquable sedan.

Valeur de revente élevée

Un des derniers avantages — mais non le moindre — offerts par la 300D Turbodiesel peut se résumer en ces mots: en tant que Mercedes-Benz, elle fait partie de l'écure de ces rares «bêtes de race» qui ont conservé au cours des dix dernières années une très importante portion de leur valeur d'origine. Voiture impressionnante, c'est incontestable. Mais c'est aussi un achat prudent.

*Chiffres basés d'après des essais effectués en laboratoire, conformément aux méthodes approuvées par Transports Canada. La consommation réelle variera en fonction des habitudes de conduite, de l'état du véhicule et de son équipement.



Construites comme aucune autre voiture au monde

La Journée de la musique: opération de sensibilisation

par Gilles Potvin

Journée internationale de la musique. Concert présenté par la faculté de musique de l'Université de Montréal avec la collaboration de Radio-Canada et la participation de Tango X 4. Programme: Amore traditore BWV 203 (Bach), Elogio de la danse (Brouwer), Invocation et danse (Rodrigo), Trio en do majeur, op. 87 (Brahms), Sonate op. 27, no 3 (Ysaye), Récitatif et Scherzo (Kreisler), Divertimento (Yuyama). Participants: Gaston Germain, basse; Réjean Poirier, clavier; Peter McCutcheon, guitare; Claude Savard, piano; Jacques Verdon, violon; Vladimir Landsman, violon; René Masino, saxophone alto; Robert Leroux, percussion; Michel Ducharme, baryton. A la salle Claude-Champagne, vendredi soir.

Ce concert, diffusé en direct sur la chaîne FM de Radio-Canada, n'était que l'une des nombreuses manifestations tenues vendredi et dans les jours qui ont immédiatement précédé ou suivi, afin de marquer la Journée internationale de la musique, événement annuel créé en 1975 à l'initiative du Conseil international de la musique de l'UNESCO alors présidé par le violoniste Yehudi Menuhin. Le but en est de souligner l'importance primordiale de la musique, de toutes les musiques, dans la vie de tous les jours.

A Montréal, les groupes et manifestations participants se sont multipliés d'année en année si bien qu'aujourd'hui, leur simple nomenclature exigerait un espace considérable.

Côté de concerts officiels comme celui dont le programme figure en tête de cet article et marqués d'un haut professionnalisme, se sont tenues une foule de manifestations auxquelles ont participé des étudiants et des amateurs comme ce rallye choral qui a rassemblé vendredi midi plusieurs centaines de personnes dans la grande place de l'UQAM.

A la suite d'une éclatante *Fanfare* composée pour la circonstance par Jacques Héty et joué par un quintette de cuivres, la foule s'est jointe avec enthousiasme aux

centaines de jeunes choristes présents dans l'exécution de chansons folkloriques et autres pièces comme le vibrant canon «Viva la musica» de Praetorius, sous la conduite experte de Louis Lavigne et de Miklos Takacs. La manifestation n'était pas confinée à la seule grande place de l'UQAM car elle était retransmise en direct dans toutes les stations de radio du réseau de la CTCUM, ce genre de diffusion étant sans doute une première mondiale.

Pendant ce temps, dans le hall d'honneur de l'hôtel de ville, des étudiants du Conservatoire présentaient un programme d'œuvres contemporaines où figuraient les noms de Guy Perron, Clermont Pépin, Claudio Santoro, Georges-Léonce Guinot, Jacques Ibert, Eduardo Bertola et Micheline Coulombe Saint-Marcoux.

La pluie diluvienne a malheureusement empêché les sonneries de trompettes prévues à trois lieux stratégiques du Vieux Montréal. A la même heure cependant, la musique était aussi à l'honneur au complexe Desjardins où trois concerts ont eu lieu entre midi et 15 heures sous les auspices des Jeunesses musicales du Canada et du service d'animation du complexe.

Cette vaste opération de sensibilisation à la musique a aussi bénéficié de la collaboration de nombreux organismes et sociétés comme le Studio de musique ancienne de Montréal, l'Opéra de Montréal, la faculté de musique de l'Université McGill, l'Orchestre des jeunes du Québec, le collège Marguerite-Bourgeoys, le Ladies' Morning Musical Club, les JMC et plusieurs autres.

Dans un message adressé au Conseil canadien de la musique, le ministre des Communications, M. Francis Fox, a tenu à féliciter tous les musiciens du Canada — interprètes et compositeurs — pour l'excellente manière qu'ils créent et qu'ils nous font partager... La musique est un moyen de communication sans égal. Elle nous rappelle l'importance de conserver harmonie et équilibre. Aujourd'hui, plus que jamais, la musique doit être présente, non seulement au Canada mais à travers le monde.

Formolo & Urban sur la scène du studio-théâtre Alfred-Laliberté

par Suzanne Asselin

FORMOLO & Urban n'est pas une étude d'avocats mais une toute nouvelle compagnie de danse contemporaine fondée par Maria Formolo et Keith Urban. Formolo et Urban ne sont pas de nouveaux venus sur la scène canadienne. Ils se sont payé un nouveau départ en quittant Régina pour s'installer à Edmonton, sous des cieux plus cléments et dans un environnement plus réceptif. Du moins, c'est ce qu'ils espèrent. En fait, ce couple de danseurs et chorégraphes était de passage à Montréal pour faire la promotion de son spectacle de danse intitulé *Free Fall* (Chute libre).

Plusieurs se souviendront sûrement de Maria Formolo alors qu'elle dansait avec Le Groupe de la Place Royale. Cette Américaine, originaire du Michigan, débarquait à Montréal lors de l'Expo 67 et elle a travaillé quelques années avec cette compagnie qui a maintenant quitté Montréal pour Ottawa. Puis elle a senti le besoin d'aller voir ailleurs et une amie lui a suggéré de fonder une compagnie. De cette idée, naissait le Regina Dance Works qu'elle a dirigé de 1974 jusqu'au début de cette année. Depuis les trois dernières années environ, la compagnie était mal administrée. Les administrateurs l'avaient même empêchée de faire des tournées. C'était le début de la fin. Sur les derniers milles, il ne restait plus que Formolo et Urban qui l'a-



Maria Formolo et Keith Urban.

vait rejointe depuis 1979. Aussi, le public était très restreint. Donc, au lieu de chercher à garder la seule compagnie professionnelle de la province, la Saskatchewan l'a laissée partir au profit de l'Alberta. Et depuis mars dernier, Formolo & Urban Dance Co. est devenue la toute nouvelle compagnie de danse canadienne. Sa tournée qui a débuté le 23 septembre au théâtre Harbouroff à To-

ronto se terminera à la mi-novembre au Yukon. Keith Urban, qui forme avec Formolo le noyau de la compagnie de quatre danseurs, a également fait ses classes. Urban a été l'un des pionniers du Toronto Dance Theatre et il a aussi fait partie de la compagnie Dancemakers.

Certains ont pu voir Maria Formolo, l'année dernière à l'espace parallèle 'Tangente'. Mais elle préfère ne pas parler de cette mauvaise expérience parce que la salle, trop petite pour ses moyens, ne répondait pas à ses aspirations. Cette fois-ci, ce sera le studio-théâtre Alfred-Laliberté de l'UQAM qui lui servira de plateforme les 5 et 6 octobre prochains.

Formolo & Urban présenteront six œuvres qui seront dansées avec les deux autres membres de la compagnie: M. Semeniuk (autrefois soliste au Ballet National du Canada) et Louise Lemonde, une danseuse avec une forte technique et beaucoup d'expressivité, de 'Dat' se Partout' de la ville de Québec. D'ailleurs, Danse Partout a développé des liens très étroits avec Formolo & Urban. L'année dernière, aux Midis de la Place des Arts la directrice artistique, Chantal Belhumeur, a dansé un solo créé par Formolo qui l'a adapté pour Belhumeur.

Formolo & Urban ont une trentaine d'œuvres inscrites à leur répertoire et le programme sera un collage d'œuvres disparates mais qui ont toutes une chose en commun, disent-ils. «Ce que nous voulons avant tout, c'est communiquer des sentiments. Nos danses ne racontent pas vraiment des histoires. Ce sont les danses qui font transpirer la

leur beauté du mouvement. Ce ne sont surtout pas des œuvres conceptuelles», lance Keith Urban. Formolo (récipiendaire, en 1979, du prix Chalmers décerné aux jeunes chorégraphes prometteurs) compose des danses qui ont souvent pour thème la relation de l'homme avec la nature. Danses dans lesquelles se glissent quelquefois un certain humour. Certaines œuvres lui sont inspirées de la littérature et beaucoup d'autres par la musique. Le choix est vaste, s'étirant du classique au contemporain. Formolo & Urban ont aussi d'autres cordes à leur arc: ils ont une formation en théâtre et en arts visuels. En plus de certaines pièces musicales qui ont été écrites par leurs ballets (entre autres, la compositeuse albertaine Wendy Albrecht), leurs costumes sont coupés par des designers. Ils n'utilisent pas beaucoup de décors mais comptent beaucoup sur l'éclairage.

En plus des œuvres qu'ils ont créées, Formolo & Urban font appel à d'autres chorégraphes: l'artiste israélien Ohad Naharin, qui faisait partie de la compagnie de danse Martha Graham de New York

leur a donné *Haro no umi*. La musique est une mélodie folklorique japonaise. Rachel Browne, la directrice artistique du Winnipeg Contemporary Dancers a chorégraphié un solo intitulé *Solitude*, qui sera dansé par M. Formolo. Mais d'abord et avant tout, il y aura une première mondiale signée Formolo, *Songs of Earth and Sky*, un homme à la nature. La danse est inspirée d'un livre écrit par Kurt Vonnegut et Wendy Albrecht a composé une musique pour un piano, une voix, une flûte et une basse. Les autres œuvres au programme sont *Mythical Beast* (première en mars dernier) par Formolo, *Good Company* de K. Urban (créé pour Danse Partout) et *Quartet*, une danse exécutée sur une musique de Tangerine Dream.

«Nous espérons que la compagnie grandira avec le temps et nous désirons surtout faire beaucoup de tournées. Au-delà de tout ça, nous souhaitons posséder une salle dans laquelle pourront se produire plusieurs petites compagnies itinérantes», conclut M. Formolo. Edmonton sera-t-elle plus généreuse et réceptive que Régina pour Urban & Formolo?

LONDON CONTEMPORARY DANCE • THEATRE

PRODUCTION
SPECIFIC INC.

Programme 1:
20 et 23 octobre
Programme 2:
21 et 22 octobre

"Une habilité technique, un dynamisme et une force chorégraphique auxquels on ne peut résister."

Walter Terry
Saturday Review
New York



20, 21, 22, 23 octobre
20h00

BILLETS: 18.00\$,
15.00\$, 12.00\$,
9.00\$

LAISSEZ-VOUS
EMPORTER

MONTREAL TRUST: P.V.M. PLACE BONAVENTURE, ALEXIS NINON, FAIRVIEW (trains de service)

THÉÂTRE-MAISONNEUVE
PLACE DES ARTS
Quartier des Arts
Gatineau, Québec

Soyez parmi les 300 invités de

LE DEVOIR
et
CIEL MF 98.5
à la PREMIÈRE
du film



une mémorable partie de chasse...
un film de
Pierre Perrault



Une production de l'Office national du film du Canada

le jeudi 14 octobre à 20 heures
Salle 2
Cinéma Complexe Desjardins

Résumé des règlements
1. Le tirage au sort des gagnants aura lieu le 8 octobre.
2. Les laissez-passer seront expédiés par la poste aux gagnants.
3. Les règlements officiels et complets sont disponibles à: l'Office national du film du Canada, 125, rue Houde, Saint-Laurent (Québec).
Remplir et retourner à:
Première «LA BÊTE LUMINEUSE»
OFFICE NATIONAL DU FILM DU CANADA
Case postale 6100, Succursale A
D-4
Montréal (Québec) H3C 3H5
NOM: _____
ADRESSE: _____
VILLE: _____
CODE POSTAL: _____
TELEPHONE: _____

Le rayonnement de la culture allemande

par Clément Trudel

La revue *Liberté*, dans son numéro d'octobre (143), offre sept regards québécois sur la culture allemande. Témoignages concis, denses parfois, où les auteurs se livrent, autant qu'ils révèlent ce que l'Allemagne a pu signifier pour eux, quelle place elle peut tenir dans leur imagi-

naire. L'initiative en revint à Hans George Ruprecht, directeur du Goethe-Institut d'Ottawa, à l'occasion de soirées littéraires dont il fut l'animateur. *Liberté* se félicite de publier ces textes en ce 150^{ème} anniversaire de la mort de Goethe.

De ce «gérant dont les révéls étaient imprévisibles», Jean-Ethier Blais trace un profil

sympathique, sur toile de fond westphalienne. Quant à Naim Kattan, dans «le pari faustien» — dont il nous dit qu'il aboutit à l'échec — il nous fait pénétrer l'humanisme goethéen en analysant le sens de Faust/Méphisto, chez Thomas Mann comme chez Goethe.

Yvon Rivard, Guy Lafond, Nicole Brossard, Yolande Villeneuve et André Belleau signent aussi des chroniques sur comment «imaginer l'Allemagne». «Révéler ludique sur une réincarnation germano-québécoise», écrit M. Ruprecht du texte de Mlle Villeneuve (*La Tour de Babel et le Serpent vert de Goethe*). André Belleau parle du germaniste qu'il aurait rêvé être et de la «fascination de la culture allemande sur ma génération».

La Germanie de Guy Lafond, on la doit à un gourou de Rishikesh, dans un entretien qui remonte à 1955: «Le salut du monde viendra de l'Allemagne». Que de méandres avant d'aborder la rive du Rhin! A partir d'un bref séjour à Mannheim en 1963, Nicole Brossard trace son évolution (*Tout ange est éfrayant*) où les cinéastes Werner Schroeter et Rainer W. Fassbinder lui ouvrent les avenues vers un «état de limence» — soit un état d'exaltation poussant à l'écriture si l'on renvoie à l'œuvre de Dorothy Tennoy (*Love and Limence*).

Au centre culturel allemand (29 septembre) l'on donnait une réception-lancement. Le Goethe-Institut Montréal et son directeur Reinhard Klatt soulignent ainsi avec *Liberté* l'un des jalons des rapports interculturels Québec-Allemagne. Des statistiques? L'institut Goethe de Montréal voit s'inscrire chaque semestre environ 400 étudiants à ses cours de langue allemande (la plupart se rendent aux 350 heures requises pour bien maîtriser cette langue étrangère) et, pour la saison 1980-81, l'on a relevé 47 événements culturels auxquels a participé l'institut, à Montréal ou ailleurs au Québec: deux productions théâtrales; quatre séminaires; cinq concerts, neuf conférences, 15 expositions, et présentation de 54 films regroupés en 12 séries.

Récemment, deux invités de République Fédérale d'Al-

lemagne participaient à McGill à un symposium sur l'influence qu'ont les médias sur l'enfant. M. Klatt fait état de l'excellence des rapports avec les institutions d'enseignement — au moins deux rétrospectives Fassbinder ont eu lieu et le Neue Deutsche Cinema suscite un intérêt soutenu si l'on prend la peine de vérifier les horaires des salles.

Financé par la République fédérale d'Allemagne, désireuse d'encourager les échanges culturels internationaux, le Goethe-Institut est présent dans une cinquantaine de pays, soit un réseau de 140 centres culturels avec chacun sa bibliothèque, ses services de cours de langue et tous les mécanismes de dissémination d'informations sur la RFA. Les objectifs de l'Institut Goethe sont de favoriser l'enseignement et la promotion de la langue allemande; de collaborer à ce propos avec les institutions d'enseignement; d'offrir les conseils propres à aider les germanistes, ou à conforter la formation pédagogique de professeurs d'allemand (en mettant au point des techniques modernes, du matériel d'enseignement) etc.

EN MATINÉE 99\$ chacun
midi: Riches et célèbres
1h30: Le gang des Frères James
3h00: L'équipe du Cannonball
4h00: New York, New York
5h00: Woody Allen Guerre & Amour

EN SOIRÉE: 3.00\$ chacun
Salle 1 à 7h15 et 9h30 (14 ANS)
3e semaine

GEORGIA
EN FRANÇAIS

LE FILM à voir
À Montréal actuellement

Salle 2 à 7 h 00 seulement
L'AMI AMÉRICAIN
de Wim Wenders

Salle 2 (à 9 h 15 seulement)
de Wim Wenders et Nicholas Ray
NICK'S MOVIE
version originale anglaise avec s.-f. français

L'AUTRE CINÉMA
6430 Papineau 722-1451

à l'Outremont à ne pas manquer
ce soir à 9h30

Montand et Marilyn LE MILLIARDAIRE

MIQU-MIOU • CLAUDE BRASSEUR
BRUNO CREMER
dans
Joseph

LaCité 2 La Cité: tous les jours à 12.50, 2.55,
5.05, 7.10 & 9.15 p.m.
3575, AV. DU PARC 844-2829

RENE MALO PRESENTE
"OSCAR" MEILLEUR FILM
ETRANGER 1982
Prix du Meilleur Scénario
Prix de la Fédération Internationale
de la Critique CANNES 1981
MEPHISTO
UN FILM DE ISTVAN SZABO
PRESENTATION EN
EFFETS SONORES PRODUITS PAR ORDINATEUR
KIKITEK
BERRI 1 Tous les jours:
ST-DENIS - STE-CATHERINE 288-3115
1.20 - 3.55
6.30 - 9.05

MESSAGE IMPORTANT
Des réservations d'urgence pour la tournée de la **YVES MONTAND** à Québec. Les billets de la tournée au **THÉÂTRE SAINT-DENIS** le 5 et 6 octobre sont vendus pour cette représentation.

COMPLÈT

Michel Gelin présente
yves montand
Théâtre St-Denis
5541, rue St-Denis
Téléphone: 349-4211
en vente aux guichets du Théâtre St-Denis, et à tous les comptoirs Ticketron
*Trafic de service

Martin Scorsese a le plaisir de vous inviter à voir pour la toute première fois la version absolument complète de son film "New York, New York"

LIZA MINNELLI • ROBERT DE NIRO
NEW YORK, NEW YORK VERSION ANGLAISE
Tous les jours 18 h 00, 21 h 00
L'ARTISTE CHARTOFF • IRWIN WINKLER Production • A MARTIN SCORSESE Film
Scénario de EARL MAC RAUCH et MARDIK MARTIN • Scénario de EARL MAC RAUCH
Réalisé par MARTIN SCORSESE • Producteur: IRWIN WINKLER et ROBERT CHARTOFF
Original Songs by JOHN KANDER and FRED EBB • Musique Supplémentaire et End Credits
Produced Designed by Ron Lewis • Directeur de Photographie: Lando Kalbfelt
Montage: Douglas MacLean • Montage de la Musique: Margo Franks
UN SEUL PRIX D'ENTRÉE 2,95\$
5380 ST-LAURENT 276-9626
entre FAIRMOUNT et ST-VIEUX

CE SOIR
L'UNIVERSITÉ POPULAIRE PRÉSENTE
DEUX CONFÉRENCES-RENCONTRES AVEC
PIERRE BOURGault
VINGT ANS DE VIE / VINGT ANS D'HISTOIRE
LE QUÉBEC DE 1960 À 1970
1. ENTRE L'IVRESSE ET L'ESPOIR
LUNDI 4 OCT. 20h
LE QUÉBEC DE 1970 À AUJOURD'HUI LUNDI 20h
2. LA MINUTE DE VÉRITÉ 31 JANV.
présenté en collaboration avec Communi Spec
Guichets ouverts du lundi au samedi de midi à 18 h.
Commandes téléphoniques: 288-4261.
En vente dans tous les comptoirs Ticketron (288-3651).

ARLEQUIN
1004 Ste-Catherine est
METRO
BERRI

Le Canada tire de l'arrière aux Jeux du Commonwealth

Les tireurs compensent les déboires à la piscine...

BRISBANE. (AFP et PC) — Les choses commencent à devenir difficiles. Après trois journées de compétition en natation, les Canadiens n'ont encore remporté que trois titres contre quatre à l'Angleterre et cinq à l'Australie. La guerre des bassins qui oppose les Canadiens aux Australiens pour la suprématie en natation au sein du Commonwealth n'est pas encore jouée mais, pour l'instant, ce sont les seconds qui ont pris l'avantage.

Hier, les Canadiens n'ont remporté qu'une seule médaille d'or, celle du 200 m, dos avec un Cameron Henning dominateur et pourtant déçu (2:02.88, nouveau record des Jeux) devant l'Australien David Orbell (2:03.93) et son coéquipier Michael West (2:04.36).

«Je suis bien sûr satisfait de la médaille d'or», a souligné Henning, 22 ans, étudiant en administration à l'Université de l'Alberta à Edmonton. «Mais on ne peut oublier la performance et j'espérais bien, aller au moins 2 secondes plus vite».

Henning avait en effet de quoi se lamenter. Pour 27 centèmes, il a raté le record du Commonwealth de l'Australien Mark Kerry alors que ses ambitions se situent plus près du record du monde de John Naber (1:59.19).

Mais, dans les autres finales

du jour, les Canadiens n'ont pu qu'assister en spectateurs au triple australien dans le 100 m. nage libre, Neil Brooks l'emportant en 51 sec 14/100, à la deuxième victoire en 24 heures de l'Australienne Lisa Curry, dans le 100 m. papillon dames, et au succès du capitaine et porte-drapeau anglais Phil Hubble dans le 200 m. papillon messieurs.

De même, en haut vol féminin, Jennifer McCarton et Kathy Kele n'ont pu empêcher Valerie Beddoe d'apporter une nouvelle médaille d'or à l'Australie.

Pourtant, Dave Johnson, un des entraîneurs de l'équipe de natation, ne perd pas confiance. «Tout se jouera pen-

dant les trois derniers jours avec des finales à la chaîne, explique-t-il. Nous connaissons les courses dans lesquelles nous sommes favoris et, en dehors de notre échec dans le relais masculin, notre tableau de marche est pour l'instant respecté».

Pour Dave Johnson, la seule surprise, pour le moment, vient des Anglais. «Mais le programme les a favorisés jusqu'à présent, ajoute-t-il, alors que les dernières finales seront favorables à nos cou-

reurs». Les choses pourraient commencer à aller mieux dès aujourd'hui avec les finales du 200 m. quatre nages messieurs — Alex Baumann, meilleur

temps des éliminatoires, est largement favori —, et du 400 m. qui sera l'occasion pour Peter Szmidt de prendre sa revanche sur l'anglais Andy Astbury, vainqueur du 200 m.

Heureusement, pour compenser les déboires enregistrés à la piscine, Brian Gabriel, un électricien de 26 ans, de Kitchener dans l'Ontario, et Fred Altmann, 46 ans, entrepreneur à Toronto, ont apporté au Canada sa première médaille d'or en tir. Avec un plateau de 191, ils ont devancé les anglais Jim Sheffield et Wally Sykes et les Australiens Alex Crikis et Ian Hale, au skeet par équipes.

En haltérophilie, Guy Grevette, de New Westminster, en Colombie-Britannique, a remporté la médaille d'argent dans la catégorie des 82,5 kilos alors que Jacques Demers méritait celle de bronze chez les 75 kilos.

Au badminton, le Canada a dû renoncer à la médaille d'or pour la compétition en équipe après avoir subi la défaite aux mains de l'Angleterre.

A la boxe, Shawn O'Sullivan, de Toronto, a remporté son premier combat des Jeux par KO technique devant Ambrose Mito du Zimbabwe.

En athlétisme, les athlètes canadiens ont connu une bonne journée en se qualifiant pour toutes les finales à venir au cours des prochains jours. Il s'agissait en fait hier de la

première journée de compétitions en athlétisme à ces 12e Jeux du Commonwealth.

Au lancer du marteau, Harold Willers, de Victoria, a terminé au quatrième rang avec un lancer de 63.63 mètres. La médaille d'or est allée au Britannique Robert Weir qui a établi un nouveau record des Jeux avec un lancer de 75.08 mètres.

Toutefois, les coureurs canadiens ont complètement dominé les qualifications pour le 100 mètres en enlevant les trois premières positions. Desai Williams, de Toronto, a terminé premier avec un temps de 10.21 secondes, suivi de Tony Sharpe, de Toronto, avec 10.26 secondes, et de Ben Johnson, lui aussi de Toronto, qui a couru l'épreuve en 10.31 secondes.

Au 100 mètres femmes, Angela Baily, de Mississauga, et Angela Taylor, de Toronto, ont réussi à se qualifier pour la finale.

Ainsi, le Canada termine sa troisième journée de compétition derrière l'Australie qui

vient toujours au premier rang avec 12 médailles d'or, 11 d'argent et neuf de bronze pour un total de 32, et l'Angleterre qui compte maintenant 14 médailles d'or, six d'argent et cinq de bronze.

L'équipe canadienne a maintenant 19 médailles au classement général, quatre

médailles d'or, huit d'argent et sept de bronze.

Samedi, la deuxième journée de compétition s'est terminée sur une note dramatique pour le Canada après que son équipe de nageuses, qui venait de remporter la médaille d'argent au relais 4 x 100 mètres style libre, eut été dis-

qualifiée parce que l'une des nageuses avait pris un départ trop rapide.

En matinée, les nageuses canadiennes avaient balayé complètement le 200 mètres brasse en remportant les trois premières places. Anne Ottembrite, de Whitby, Ontario, terminait au premier rang, suivie de Kathy Bald, d'Ottawa, et de Katherine Richardson, de Toronto.

Quelques minutes plus tard, Alex Baumann, de Sudbury, remportait la médaille d'or au 400 mètres quatre nages. Au 200 mètres quatre nages, Cheryl Gibson, d'Edmonton, finissait au troisième rang et enlevait la médaille de bronze.

Au 200 mètres style libre, Peter Szmidt, de Pointe-Claire, s'est classé deuxième derrière l'Anglais Andy Astbury, pour gagner la médaille d'argent.

«Cette course démontre que je suis encore capable et je vais travailler pour m'améliorer encore davantage», a déclaré Szmidt après la course.

Tableau des médailles

Le tableau des médailles des Jeux du Commonwealth, après la troisième journée, à Brisbane, est le suivant:

	OR	ARGENT	BRONZE	TOTAL
Angleterre	14	7	6	27
Australie	13	11	10	34
Canada	4	8	7	19
Ecosse	1	2	3	6
N.-Zélande	1	1	3	5
Pays de Galles	1	1	0	2
Tanzanie	1	1	0	2
Inde	0	3	1	4
Irlande du Nord	0	1	1	2

Nouveau record du monde pour Baumann

BRISBANE, Australie (Reuter. PC) — Alex Baumann, de Sudbury, Ont., a établi un nouveau record du monde du 200 mètres quatre nages en remportant la médaille d'or de cette épreuve, lundi, à Brisbane, où se déroulent les Jeux du Commonwealth.

Baumann a couvert la distance en 2:02.25 minutes pour améliorer de 53 centèmes de seconde la précédente marque qu'il avait lui-même établie l'an dernier à Heidelberg, en Allemagne de l'Ouest.

L'Ecossois Robin Brew a pris le deuxième rang et la médaille de bronze est allée à Jeff Sheehan, de Calgary.

Défaite de 3-2 contre Boston au Forum

La saison risque d'être longue pour le Canadien du renouveau

par François Lemenu

En perdant 3-2 contre les Bruins de Boston au terme d'un match farouchement disputé, le Canadien termine sa série de parties hors-concours avec un palmarès de quatre victoires, autant de défaites et deux matchs nuls. Même si ces rencontres ne donnent pas toujours l'heure juste sur la valeur d'une équipe, la fiche du Canadien à l'entraînement risque d'être le reflet fidèle de ce qui attend le Tricolore au cours des huit prochains mois.

Les nombreux changements apportés par la direction trahissent une volonté de renouveau, mais ces changements, de l'avis de tous les vétérans interrogés, placent l'équipe dans une situation difficile à l'aube d'une nouvelle saison qui commence mercredi soir, au Forum, contre les Whalers de Hartford.

«On va certainement connaître un début de saison difficile, reconnaît d'ailleurs le gardien Richard Sévigny. Ce n'est pas en trois semaines d'entraînement que nous pouvons souder une équipe. Notre défensive est jeune et d'autres nouveaux joueurs d'avant doivent apprendre notre système. Il faut donc parler en terme de semaines avant que l'équipe ne joue avec cohésion. Et de toute façon, on n'a pas l'équipe pour tout balayer», d'ajouter Sévigny avec franchise.

Steve Shutt, l'un des vétérans de l'équipe, abonde dans le même sens. «L'équipe est jeune et c'est aux vétérans de mettre l'épaule à la roue, de dire Shutt. Notre travail ne sera pas de leur montrer comment faire des jeux, mais plutôt de leur montrer comment gagner».

Les propos de Shutt tombaient à point à l'issue du

match. Le Canadien a joué du bon hockey dans l'ensemble et les occasions de marquer ont été nombreuses. Mais le manque d'expérience des uns, et la nervosité des autres ont privé l'équipe d'une victoire.

Les succès du Canadien reposent donc sur un meilleur jeu d'ensemble, une défensive plus solide, un jeu de puissance plus mordant et une grosse ligne d'attaque.

Hier, Wickenheiser a joué en compagnie de Ryan Walter et Guy Lafleur et il s'est très bien débrouillé.

«J'ai joué avec Flower et Walter au cours des deux derniers matchs et je suis satisfait, a indiqué Wick. Je suis plus détendu cette année. C'est peut-être l'âge. J'accepte maintenant le fait que je vais commettre des erreurs. Cela fait partie du jeu. Au cours des deux dernières saisons, mon attitude était différente, très négative. Or aujourd'hui, mon approche est nettement plus positive.»

Peut-être que Wick donnera enfin raison au Canadien de l'avoir choisi au premier rang, devant Denis Savard, il y a deux ans. Il semble sur le point de sortir de sa coquille dont il est prisonnier depuis son arrivée à Montréal. Mais attendons la suite.

La victoire des Bruins leur a permis de terminer la série de matchs hors-concours avec une fiche de trois victoires, deux défaites et six parties nulles. Comme durant la saison dernière, l'attaque des Bruins a été animée par Barry Pederson et Rick Middleton. Le premier a marqué deux buts et récolté une aide, tandis que le second y allait de deux mentions d'assistance.

C'est toutefois Mario Tremblay qui a marqué le premier but de la rencontre à l'aide

d'un lancer de 40 pieds qui a déjoué Pete Peeters, «son premier mauvais but depuis le début du camp», a affirmé Jean Ratelle, l'un des adjoints de l'entraîneur Cheevers.

Wickenheiser a redonné espoir aux partisans du Canadien à réalisant son troisième but du camp à 8:41. Un but mérité compte tenu du travail de Wick durant la rencontre.

Le Canadien a par la suite cherché désespérément à provoquer l'égalité, notamment durant une pénalité à Mike Milbury, à 11:53. Le gardien Marco Baron s'est toutefois montré intraitable. Le Canadien a profité d'un autre avantage numérique avec moins de deux minutes à faire. Mais en vain.

Le Canadien a donc encaissé une défaite comme il risque d'en subir plusieurs cet hiver.

ECHOS — Le joueur de centre John Newberry a été cédé aux Voyageurs de la Nouvelle-Écosse. Le gardien Mark Holden, les défenseurs Rick Green (blessé au dos) et Bill Root, ainsi que les avants Dan Daoust, Mats Naslund et Chris Nilan n'étaient pas en uniforme. Le repêchage inter-ligue a lieu aujourd'hui à compter de midi. Chaque équipe ne peut perdre plus de trois joueurs. Le Canadien risque de perdre pour sa part les défenseurs Bill Kitchen, Bill Root et Dwight Schofield, ainsi que l'ailier droit Yvan

Joly... De l'avis du directeur général des Bruins, Herry Sinden, l'arrivée du gardien Pete Peeters des Flyers de Philadelphie a considérablement amélioré la défensive de l'équipe.

L'ailier Terry O'Reilly purgera jeudi prochain la première partie d'une suspension de 10 matchs qu'il a écoupée pour avoir légèrement frappé l'arbitre Andy Van Hellemond à la toute fin du septième match de la série contre les Nordiques de Québec. Il reviendra au jeu le 27 octobre contre les Maple Leafs de Toronto.

Bruins 3, Canadien 2
Première période
1—MONTREAL, Tremblay (5) 4:45
Houle
2—BOSTON, Pederson (4) 12:10
MacTavish, Middleton
Pénalités — Pederson Bos 5:24, Picard Mtl 10:10, O'Reilly Bos 14:15, O'Reilly Bos 19:01.
Deuxième période
3—BOSTON, O'Reilly (4) 14:39
Pederson, Bourque
4—BOSTON, Pederson (4) 19:53
Middleton
Pénalités — Krushelnyski Bos, Houle Mtl 5:33, Boston banc (serveur par Lévesque) 6:19.
Troisième période
5—MONTREAL, Wickenheiser (3) 7:41
Walter, Gingras
Pénalités — Palmer Bos, Hunter Mtl majeures, inconduites 0:00, Barr Bos maj, Ludwig Mtl min., maj. 4:34, Dufour Bos, Mattress Mtl majeures 11:30, Milbury Bos 11:53, Tremblay Mtl 14:49, O'Connell Bos 16:21.
Tirs au but
BOSTON 5 9 14—28
MONTREAL 9 16 11—36
Gardiens — Peeters, Baron, Boston; Sévigny, Warden, Montréal.
A—15,880

Coupe Davis: Noah qualifie la France

AIX EN PROVENCE (AFP) — L'objectif est atteint: la France disputera au 26 au 28 novembre à Grenoble, contre les États-Unis, tenants du trophée, la finale de la coupe Davis 1982 pour la première fois depuis 1933, c'est-à-dire 49 ans après les célèbres «mousquetaires».

La France s'est qualifiée, hier à Aix-en-Provence, sur terre battue, en éliminant la Nouvelle-Zélande par 3 victoires à 2. C'est Yannick Noah qui a obtenu le troisième point décisif en battant très aisément dans l'ultime simple Russell Simpson 6-2, 6-2 et 6-2.

Jamais dans cette partie, le numéro un français, très impressionnant, n'a été inquiété par un adversaire qui, il est vrai, n'occupe que le 68e rang

mondial. Très concentré, dirigeant le match à sa guise, il a brillamment gagné, confirmant sa position de neuvième joueur du monde.

«Je n'étais pas inquiet avant ce dernier simple. Je m'attendais à avoir cette responsabilité», devait dire Noah plus tard. «Je suis rentré sur le court avec un moral de vainqueur».

Après, le numéro un néo-zélandais Chris Lewis avait, en effet, égalisé à deux victoires partout pour son pays en battant, lui aussi, en trois sets (6-4, 6-2, 6-4) Thierry Tulasne, assez décevant, après un match de trois heures. Mais dans cette demi-finale, le Français aura eu le mérite de gagner son premier simple contre Simpson.

FOOTBALL

Ligue Canadienne

Samedi
Toronto 25, Montréal 9
Winnipeg 29, C.-Britannique 17

Hier
Hamilton 18, Ottawa 13
Saskatchewan 53, Calgary 8

LIGUE CANADIENNE

	pj	g	p	n	pp	pc	pts
TORONTO	12	9	4	1	306	308	15
HAMILTON	11	6	5	0	254	265	12
OTTAWA	12	4	8	0	264	355	6
MONTREAL	11	2	9	0	136	324	4

	pj	g	p	n	pp	pc	pts
WINNIPEG	12	9	3	0	338	244	18
C.-BRITANNIQUE	11	7	4	0	347	262	14
CALGARY	12	6	5	1	270	307	13
EDMONTON	11	6	5	0	368	233	12
SASKATCHEWAN	12	5	7	0	320	305	10

HOCKEY

Ligue Nationale

(Parties hors-concours)
Samedi
Québec 3, Detroit 2
Buffalo 5, Toronto 2
Edmonton 8, Minnesota 5
Calgary 6, Los Angeles 4
Chicago 2, St-Louis 2
Pittsburgh 2, Hartford 0

New Jersey 3, Wichita (CHL) 3
Washington 3, Philadelphie 2

Hier
Boston 3, Montréal 2
Chicago 5, St-Louis 2
Winnipeg c. Minnesota
Rangers NY 3, Philadelphie 3
(Fin du calendrier
pre-saison)

LIGUE MAJEURE DU QUÉBEC

	pj	g	p	n	bp	bc	pts
VERDUN	8	6	2	0	58	32	12
LAVAL	8	6	2	0	49	27	12
LONGUEUIL	7	5	2	0	43	43	10
SAINT-JEAN	7	3	4	0	33	48	6
HULL	8	3	5	0	62	49	6
GRANBY	8	2	6	0	38	60	4

	pj	g	p	n	bp	bc	pts
SHAWINIGAN	8	5	3	0	49	34	10
QUÉBEC	8	4	4	0	43	45	8
DRUMMONDVILLE	8	4	4	0	38	45	8
TROIS-RIVIERES	7	3	4	0	38	34	6
CHICOUTIMI	7	1	6	0	33	54	2

Voyez un spécialiste !

pour vos raquettes

YVON GILBERT

CORDEUR OFFICIEL

Classique

de tennis

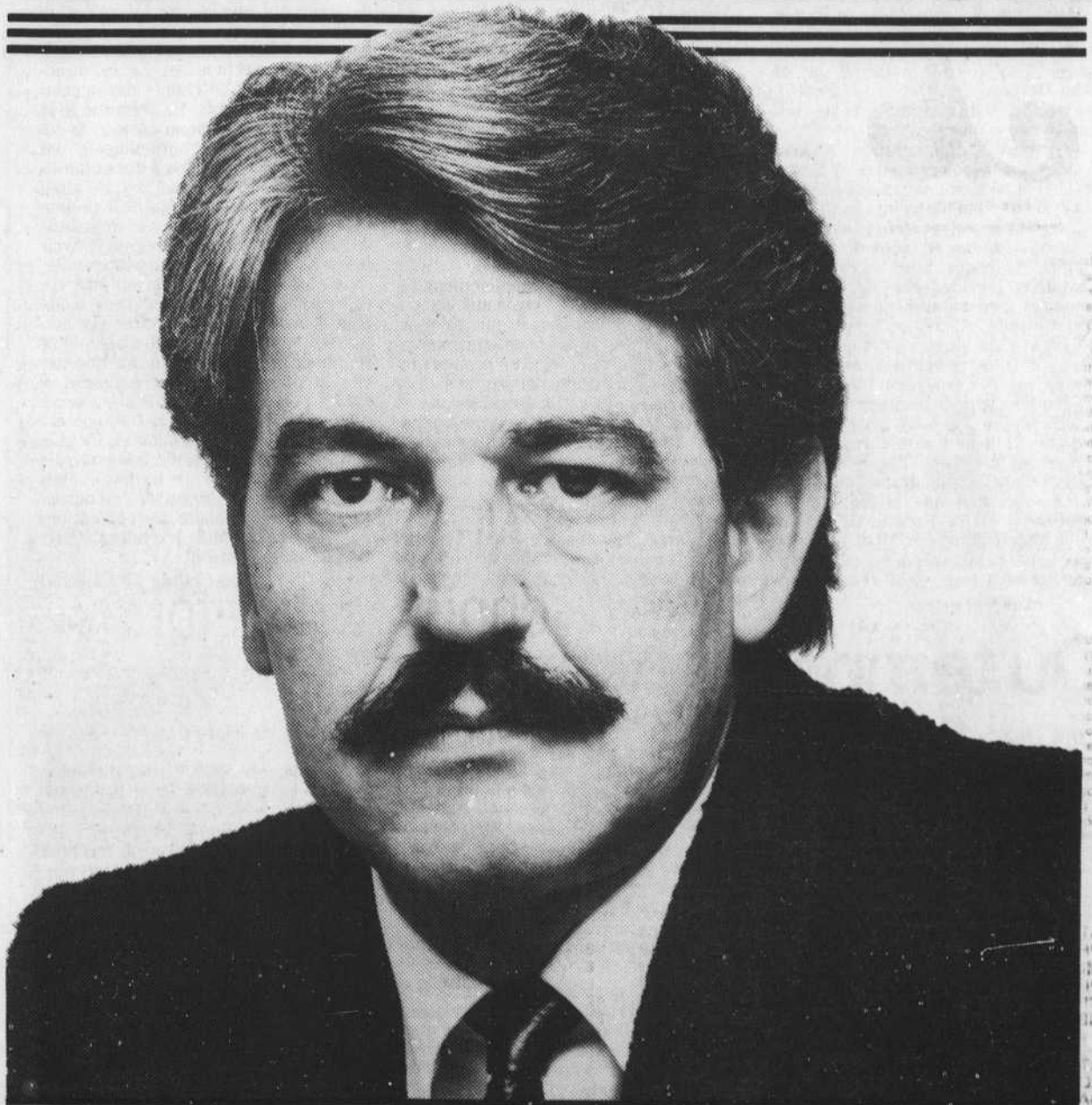
Moisson 1982



Boutique Les Sports De Raquette
239 Henri Bourassa ouest, Montréal 331-8861

TENNIS
RACQUETBALL
BADMINTON
SQUASH
TENNIS DE TABLE

L'INFORMATEUR



11h45 à 13h45

Tous les jours de la semaine,
PIERRE PASCAU
discute de l'actualité avec
ceux qui la font.

CKAC 73

jean-paul desbiens

La cassure

AUSSEI bien le dire, je n'ai pas réussi à me passionner lors du débat référendaire de 1980. J'ai suivi le débat. J'ai voté OUI et je l'ai dit publiquement avant le scrutin. Le résultat m'a surpris, mais il ne m'a pas consterné. Ça aussi je l'ai dit publiquement, et dans ce journal.

Or, je viens de lire dans *Le Soleil* (18 septembre) une interview avec M. Fernand Dumont. Le titre: «Le Québec, une société sans espoir?» M. Dumont dit notamment ceci: «Avec la défaite référendaire, il semble qu'une cassure inguérissable s'est produite.»

Je suis fatigué d'entendre parler de défaite. Quelle défaite? Il y a eu vote libre: il y a eu débat libre: il y a eu sanction. Point.

Un an après son arrivée au pouvoir, M. René Lévesque déclarait devant l'Assemblée nationale française que le peuple n'était «ni ignorant, ni distrait» en novembre 76. Je dis que le peuple

n'était ni ignorant, ni distrait *non plus* le 20 mai 1980. On n'a pas le droit d'aimer la démocratie et de trouver que le peuple est fin seulement quand ça fait notre affaire. Le 20 mai 1980, c'est le PQ, ce n'est pas le peuple, qui a subi une défaite. Et on sait qu'il y a une différence entre le peuple et ses gouvernants. Il suffit bien, ces mois-ci, de penser à la Pologne pour s'en convaincre. Si le gouvernement n'est pas content du peuple; si les intellectuels ne sont pas contents du peuple, qu'ils le dissolvent et qu'ils s'en votent un autre. Le problème, n'est-ce pas, c'est qu'il n'y a pas de peuple de rechange.

Il aurait été plus simple de n'accorder le droit de vote qu'aux seuls membres du PQ. Mais ce n'est pas sûr. Même quand ils sont bien colloquiaux, bien entre eux, bien lac-à-l'épaule, ils n'arrivent pas facilement à dégager une majorité, sauf pour applaudir l'OLP et Jacques Roses. Ou encore,

comme le suggérerait *très sérieusement* M. François-Albert Angers, il aurait fallu n'accorder le droit de vote qu'aux seuls francophones. Définissez-moi le francophone. La fleur de lys tatouée sur le front. C'est à ton tour... Culture décrétée par les entrepreneurs en intelligence subventionnés.

C'est ça la cassure, et plus que la cassure: l'épuration larvée. Et l'histoire nous apprend que cette opération se termine avec le dernier pur après qu'il a réussi à épurer l'avant-dernier pur. Le surmulot qui danse la gigue sur le crâne du dernier rat.

Il y a eu cassure. Nous avons été divisés en deux. On nous a divisés. On nous a séparés entre nous sans réussir à nous séparer d'Ottawa. On nous a fait croire qu'il y avait les bons Québécois, les Québécois lucides, informés, courageux, imaginatifs, etc., bref, les Québécois du OUI. Et les autres. Pendant des mois, on a analysé, compté, décompté. Pendant des mois, on a parlé des francophones et des allophones; des jeunes et des vieux; des catholiques pratiquants et des catholiques non pratiquants; des artistes et des philistins. Il s'est même trouvé une vice-présidente (dont j'oublie le nom) d'une quelconque union d'artis-

tes ou d'écrivains pour déplorer le divorce entre le peuple et ses écrivains. Tu parles? C'est ça la cassure. Malheur à ceux qui l'ont provoquée et qui l'entretennent. En toute *logique logique* et en toute *logique subliminale*, quand on n'est pas membre du Parti québécois, on est membre d'un parti anti-québécois. Elle est là la cassure. M. Dumont. Et c'est pas moi qui l'ai faite.

Quant à l'autre cassure, la cassure économique, eh bien! elle est mondiale. Personne ne nous châtie, personne ne nous punit à cause que la majorité a voté NON le 20 mai 1980. Dire le contraire ou simplement le laisser entendre, c'est une imposture et un alibi. Et si demain le peuple n'a pas assez d'imagination à votre goût, ce sera une occasion de plus de le mépriser, tout en parlant des Beaucerons.

C'est les syndicats qui manquent d'imagination. Ça serait le temps que vous le disiez, même si c'est mal vu à gauche de parler contre les syndicats. Ici, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, par exemple, on est en train de jeter les caisses populaires à terre: on vient de jeter une PME à terre, qui employait 65 ouvriers spécialisés dont quelques-

uns étaient parmi les meilleurs au Québec dans leur spécialité. Quelques heures avant la mise des scellées par les syndicats, alors que le boss proposait une solution qui aurait pu permettre de surmonter la crise, les chefs syndicaux disaient aux ouvriers: «C'est du bluff; les boss farmeront pas». Ils ont fermé. La CSN et la CEQ veulent casser la société. Ça fait des années qu'ils le disent. Elle est là la cassure, M. Dumont. Moi, en tout cas, ça fait 15 ans que je le dis.

Je crois savoir qu'il y a une crise économique. Je ne connais pas de solution. Mais il est faux de prétendre, comme vous le faites, qu'il «ne sert à rien de répéter que la crise est mondiale». Le répéter, ça sert en tout cas à ne pas se sentir élu par le maleur. Et surtout, ça discrédite le mensonge gouvernemental qui veut nous faire croire que tout, toujours, est la faute d'Ottawa.

J'ai dit, l'autre jour, — et ça m'a coûté de le dire — que les commissions scolaires se mouraient de bêtise et de luxe. Quelques heures après, je rencontrais un président de CS qui me dit: «Vous avez raison. On gaspillait 10 à 15% de nos budgets». En audio-

visuel, par exemple, on s'est équipé comme des milliardaires. On prenait même pas le temps de «décrater» (déballer) toutes nos bébèles.

Même avec ce qu'on appelle les «coupures», les CS et les écoles sont encore grasses dures. Quant aux salaires qui sont payés dans ces univers corporatif et sans concurrence, mieux vaut n'en pas parler. Il y a là une bosse qu'il suffirait de renverser sur elle-même pour combler le fameux «trou» à Parizeau, au lieu de faire une septième réforme scolaire.

Le Québec est riche. Il dispose encore d'une immense réserve de bonne volonté. Si seulement on lui parlait directement: si seulement on lui disait la vérité de façon croyable, sans blâmer toujours l'Alcan (je la prends comme symbole) ou Ottawa; en dénonçant clairement et avec des exemples concrets l'incroyable hypothèque que les syndicats font peser sur la société et les entreprises.

Du monde a déjà eu de l'imagination dans une crise autrement grave que celle où nous sommes. Ça s'est appelé le miracle allemand. L'imagination se manifestait ailleurs que sur les pancartes de piquets de grève.

Churchill Falls

Une seule voie raisonnable, la négociation

par Joseph Bourbeau

Allocution du président du conseil d'administration d'Hydro-Québec à l'occasion d'un déjeuner-causerie de la Chambre de commerce du district de Montréal, le jeudi 30 septembre.

LES chutes Churchill, au Labrador, sont le site d'une centrale dont presque toute la production est vendue à Hydro-Québec. Cette centrale, d'une puissance de plus de 5 millions de kilowatts, a pu être construite grâce à un important contrat de vente d'énergie signé en 1969 par Hydro-Québec et Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited, connue sous le sigle de CFLCo.

A l'époque, l'actionnaire principal de CFLCo était Brinco, un consortium privé à qui le gouvernement de Terre-Neuve avait confié le mandat d'explorer et d'exploiter les ressources naturelles de cette province. En 1974 toutefois, le gouvernement de Terre-Neuve a acquis les intérêts de Brinco dans CFLCo. Cette dernière compte maintenant deux actionnaires: Hydro-Québec, qui détient 34,2% des actions, et Newfoundland and Labrador Hydro-Electric Corporation, son équivalent terre-neuvien, qui en détient 65,8%.

La construction de la centrale de Churchill Falls a débuté en 1969 et s'est terminée en 1976. Voyons maintenant l'origine du litige. L'ouvrage n'était pas encore achevé que, déjà, Hydro-Québec devait faire face à de vives critiques quant aux termes du contrat qui était remis en question par les autotirés de Terre-Neuve. Au début de 1976, Newfoundland and Labrador Hydro demandait à Hydro-Québec de rendre disponibles, pour 1982, 600.000 kilowatts de puissance, en plus des 300.000 kilowatts dont Terre-Neuve peut disposer en vertu d'un droit de rappel prévu au contrat. La société d'Etat terre-neuvienne demandait en outre que cette électricité lui soit vendue au même prix que celui stipulé dans le contrat négocié sept ans plus tôt.

Contrairement à une opinion fort répandue, Hydro-Québec n'a pas refusé que CFLCo fournisse l'électricité demandée par Terre-Neuve. Mais Hydro-Québec savait que pour remplacer cette électricité, elle devrait construire de nouvelles centrales hydroélectriques. L'intérêt de ses abonnés québécois exigeait qu'elle demande un prix équivalent à ce qui lui en coûterait pour remplacer ces 600.000 kilowatts.

Même si cette réponse était la seule valable à nos yeux, elle n'a pas, semble-t-il, satisfait les autorités terre-neuviennes. Celles-ci ont en effet demandé formellement à CFLCo, quelques mois plus tard, de vendre 800.000 kilowatts à Newfoundland and Labrador Hydro, toujours au prix établi au contrat. CFLCo a dû refuser, puisque le contrat qui la lie à Hydro-Québec limite le droit de rappel à 300.000 kilowatts.

C'est à la suite de ce refus de CFLCo que Terre-Neuve a entrepris des poursuites judiciaires contre CFLCo à Newfoundland and Labrador Hydro, au prix établi au contrat signé en 1969. Cette cause est actuellement en délibéré devant les tribunaux de première instance de Terre-Neuve.

De son côté, en 1977, Hydro-Québec a demandé à la Cour supérieure du Québec de déclarer que si CFLCo accédait à la demande de Terre-Neuve, elle serait en rupture de contrat. Vous vous rappellerez qu'en août dernier, la Cour supérieure du Canada a jugé cette demande recevable: cette autre cause suit donc son cours.

Par ailleurs, invoquant la lenteur du processus judiciaire, Terre-Neuve a amorcé, en 1980, une démarche beaucoup plus radicale. En décembre de cette année-là, l'Assemblée législative de Terre-Neuve adoptait une loi qu'il est convenu d'appeler la «Reversion Act». Cette loi vise essentiellement à révoquer la loi-bail qui confère à CFLCo le droit exclusif d'exploiter les ressources hydroélectriques du cours supérieur du fleuve Churchill et à confisquer les installations

hydroélectriques érigées par CFLCo. Privée sans compensation de ses droits et de ses installations, CFLCo ne serait plus en mesure de respecter son contrat avec Hydro-Québec.

Par cette loi, Terre-Neuve cherche à mettre la main sur la totalité des 5.225.000 kilowatts produits par la centrale. La loi ne pourra être mise en vigueur que lorsque les tribunaux se seront prononcés sur son caractère constitutionnel. La Cour d'appel de Terre-Neuve l'a déjà déclarée valide. Elle a aussi déclaré qu'elle n'avait pas à décider si cette loi est «juste et raisonnable» d'un point de vue commercial. C'est précisément la cause portant sur la «Reversion Act» qui est devant la Cour suprême du Canada.

Si la Cour suprême confirmait la validité de cette loi terre-neuvienne, Hydro-Québec pourrait perdre la totalité de l'électricité de la centrale de Churchill Falls, qui comble actuellement plus du quart des besoins de son réseau.

Voilà, brièvement, quels sont les éléments essentiels du litige entourant la centrale de Churchill Falls.

On a maintes fois répété que le contrat d'énergie était inéquitable. Voyons ce qu'il en est.

Le prix négocié en 1969, soit environ trois dollars par mille kilowattheures, peut sembler bas en 1982. C'est sans doute pour cette raison qu'une image d'Hydro-Québec, souvent véhiculée par les médias, est celle d'un «exploiteur» ayant abusé d'une prétendue position de force afin de se procurer de l'énergie... à vil prix. Il est remarquable, toutefois, que ce prix, maintenant qualifié de dérisoire par certains, n'ait pu au cours des années 60 inciter des sociétés comme Ontario Hydro, Consolidated Edison de New York et d'autres clients potentiels du nord-est des États-Unis à se porter acquéreurs d'une partie de la production de Churchill Falls. Soit dit en passant, leur intérêt aurait été encore moindre s'il avait fallu, à cette époque, construire des lignes spécifiquement pour transporter l'énergie offerte.

Sans doute est-il facile, pour des observateurs non avertis, de poser un jugement sévère sur une décision prise il y a déjà plusieurs années. Mais plusieurs de ces observateurs, je le crains, ne connaissent ni les enjeux réels, ni même les règles de base de la «partie» qui se joue lorsqu'il est question de produire, vendre ou acheter de l'électricité.

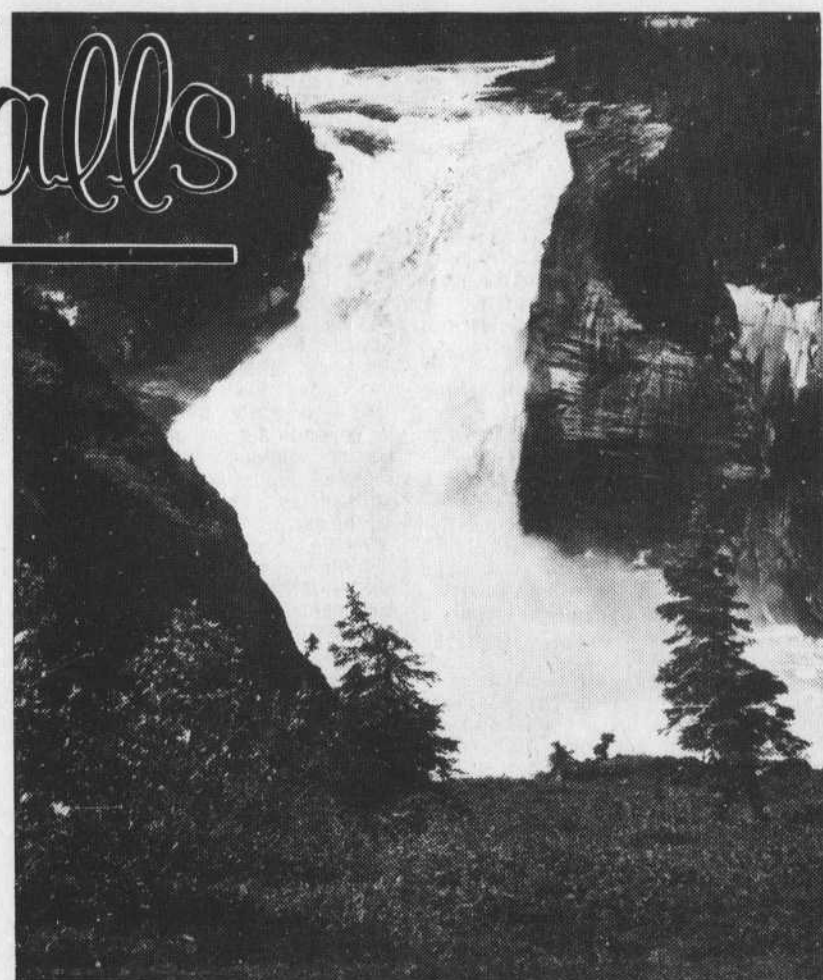
Comparativement aux centrales alimentées par d'autres sources d'énergie, une centrale hydroélectrique requiert de très lourds investissements. De fait, la plus grande partie des coûts de l'électricité découle du financement et de l'amortissement de ces investissements. Ils sont donc fixes et incompressibles.

Mais alors, en quoi réside l'avantage économique de l'hydroélectricité? Pour reprendre les mots qu'un ingénieur-conseil employait dans un rapport préparé pour la province de Terre-Neuve, «la stabilité des coûts, une fois la construction terminée, est la caractéristique la plus remarquable de l'énergie hydroélectrique et la plus désirable aussi dans un contexte d'inflation continuelle, même lorsque celle-ci est peu élevée».

Ayant moi-même travaillé dans le domaine depuis plus de trente ans, j'ai pu constater la véracité de cette affirmation.

Au lieu de signer le contrat d'énergie avec CFLCo, Hydro-Québec aurait pu poursuivre la mise en valeur des ressources hydroélectriques québécoises. À l'époque, on lui a d'ailleurs reproché de ne pas l'avoir fait.

L'aménagement de cours d'eau au Québec lui aurait également donné l'accès à une source d'énergie économique, fiable et à prix stable. Si le choix final s'est porté sur Churchill Falls, c'est parce que le projet présentait des avantages économiques et financiers par rapport aux projets québécois envisagés à l'époque. En effet, le site offrait des caractéristiques techniques exceptionnelles. De plus, cette solution permettait à Hydro-Québec d'avoir un répit sur les marchés financiers, grâce au partage du financement du projet de Churchill Falls et au report de ses projets. Ces avantages, toutefois, n'é-



taient réels que dans la mesure où le prix exigé par CFLCo était stable à long terme. Sans cette garantie en effet, tant l'intérêt des abonnés québécois que les exigences des bailleurs de fonds d'Hydro-Québec nous auraient incités à choisir «l'option québécoise» plutôt que l'option CFLCo. Cette condition était d'autant plus essentielle que les coûts et les risques supportés par Hydro-Québec l'obligeaient à aborder le projet comme si elle en avait été l'entrepreneur.

En plus du prix de vente prévu au contrat, en effet, Hydro-Québec a dû assumer des coûts et des risques supplémentaires pour, à toutes fins utiles, garantir le remboursement de la dette par CFLCo et assurer la rentabilité du contrat pour cette dernière.

■ Hydro-Québec a dû s'engager à payer l'énergie prévue au contrat — plus de 30 milliards de kilowattheures par année — que celle-ci soit livrée ou non.

■ Hydro-Québec a dû souscrire la totalité d'une émission d'obligations de deuxième rang de CFLCo, soit 100 millions de dollars, en plus de sa participation aux capital-actions de CFLCo. Si elle ne l'avait pas fait, le financement de première hypothèque aurait été pratiquement irréalisable.

■ Hydro-Québec a dû garantir l'achèvement de l'ouvrage, quel qu'en soit le coût, afin de satisfaire les exigences des bailleurs de fonds.

■ Hydro-Québec devra fournir les fonds requis à CFLCo, si, pendant la durée du contrat, CFLCo se trouve dans l'impossibilité de faire face à ses obligations financières.

■ Hydro-Québec s'est engagée à payer à CFLCo une partie des frais d'intérêt sur les dettes contractées par CFLCo pour la construction de la centrale. À ce titre, elle a versé à CFLCo 160 millions de dollars depuis 1976.

■ Hydro-Québec, enfin, doit défrayer la majeure partie des pertes de change découlant du service de la dette sur les 500 millions de dollars empruntés en devise américaine.

Ces deux derniers engagements augmentent actuellement de 20% les sommes versées chaque année à CFLCo pour l'achat de l'électricité de Churchill Falls.

Bref, Hydro-Québec a assumé la quasi-totalité des risques liés au projet des chutes Churchill. Ces risques sont essentiellement les mêmes que ceux qu'elle doit assumer pour ses propres projets. N'est-il pas normal, par conséquent, qu'Hydro-Québec bénéficie d'un avantage équivalent à celui que lui offrent ses propres centrales hydroélectriques, à savoir la stabilité des coûts une fois la construction terminée?

Il est certes facile et parfois... «commode» d'oublier l'histoire et, dix ou quinze ans plus tard, de remettre en question des engagements longuement négociés. Mais que dirait-on d'un propriétaire foncier qui, ayant cédé un terrain par bail emphytéotique, voudrait en reprendre possession 30 ou 50 ans avant la fin du bail, avec en plus l'édifice érigé par le locataire?

Depuis quelques années, on reproche régulièrement à Hydro-Québec de réaliser d'énormes profits «sur le dos» des Terre-Neuviens. On a même chiffré ces profits «tombés du ciel» — on dit en anglais «windfall profits» — à quelque 600 millions de dollars annuellement.

Faire une telle affirmation, c'est oublier que l'électricité des chutes Churchill (comme celle des centrales qu'Hydro-Québec aurait construites si elle n'avait pas signé le contrat de Churchill Falls) est

répartie sur l'ensemble du réseau d'Hydro-Québec.

La vérité, la seule pertinente, c'est qu'Hydro-Québec tire de l'exploitation de l'ensemble de son réseau les profits nécessaires à ses investissements. Sans doute, certaines centrales contribuent-elles plus que d'autres aux profits d'Hydro-Québec. Mais s'il fallait rattacher les profits d'Hydro-Québec à chacune de ses centrales, on s'apercevrait très vite que ce sont les centrales les plus anciennes qui produisent les kilowattheures les plus rentables. Ainsi, les centrales hydroélectriques du Québec construites avant Churchill Falls — Beauharnois, Shawinigan, Carillon, Bersimis, Les Cèdres et plusieurs autres — combinent environ 40% des besoins d'Hydro-Québec à un coût inférieur ou équivalent à celui de la centrale de Churchill Falls.

Je vois donc difficilement comment on peut attribuer l'ensemble des profits d'Hydro-Québec à la seule centrale de Churchill Falls.

D'ailleurs, je m'en voudrais de ne pas mentionner que le contrat a permis à CFLCo de réaliser, en 1981, 40% de profits sur ses ventes et un rendement de 17,8% sur l'avis des actionnaires, et ce, compte tenu d'un risque presque nul. Peut-on, encore, avec de tels résultats, prétendre que le contrat est inéquitable? Du fait, je suis persuadé que, si tous les producteurs canadiens d'électricité atteignaient des résultats semblables, ils en seraient très heureux.

La principale cause du ressentiment des Terre-Neuviens réside, à mon avis, dans le fait que leur marché ne peut absorber l'important potentiel hydroélectrique du Labrador, ce qui les oblige à trouver des clients extérieurs et à transiger

avec le Québec. Mais on ne peut certes nous reprocher la géographie de Terre-Neuve.

On va «débrancher le Québec», nous a-t-on répété depuis quelques mois. Mais les conséquences financières d'un tel geste seraient très élevées non seulement pour Hydro-Québec et ses abonnés, mais aussi pour les Terre-Neuviens. Sans entrer dans le détail, je souligne qu'une fois le Québec «débranché», Terre-Neuve ne pourrait avant plusieurs années remplacer l'important marché que représente Hydro-Québec.

Il devrait apparaître évident que la négociation est la voie la plus profitable: tant pour les Terre-Neuviens que pour les Québécois. Hydro-Québec a pourtant fait des offres sérieuses en ce sens et ce, dès 1976. Je le rappelle, elle avait alors offert à Newfoundland and Labrador Hydro de lui fournir la puissance demandée au prix qu'il lui en aurait coûté pour remplacer, par l'aménagement des rivières québécoises, la puissance cédée à Terre-Neuve. Hydro-Québec avait même proposé d'explorer avec Terre-Neuve les possibilités d'aménager les ressources du Labrador et de la Basse-Côte-Nord dans l'intérêt des deux parties. À mon avis, Hydro-Québec a fait preuve d'une grande souplesse. Vous connaissez pourtant la réaction de Terre-Neuve.

Je suis convaincu que la collaboration demeure la voie de la raison et du bon sens, mais qu'elle doit reposer avant tout sur un état d'esprit. Comme en 1966, comme en 1969, comme en 1976, nous croyons que la géographie et l'intérêt commun de deux populations voisines nous commandent de collaborer. Pour ce faire, il faudrait cependant que l'on puisse rencontrer les Terre-Neuviens ailleurs que devant les tribunaux.

SPGQ

Syndicat de Professionnels du Gouvernement du Québec

9300 personnes...



...et 25 façons d'être à l'œuvre

En voici quelques-unes

